

Liban: la résistance du Sud

Lire en page 12 l'entretien avec Roger Pic de retour du Liban

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 15 NOVEMBRE 1977 - N° 556

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

PSU

PERSPECTIVES
CONTESTÉES

Le conseil national du PSU a été l'occasion pour la direction de ce parti de réaffirmer et de préciser ses orientations. Sans abandonner en paroles sa volonté d'œuvrer au regroupement des « autogestionnaires » (mouvements écologistes, de femmes, courant de la CFDT) pour les législatives, la direction du PSU a mis principalement l'accent sur ses conversations avec les partis de gauche. Le PSU estime qu'il y a aujourd'hui une évolution dans la politique du PCF, favorable à la classe ouvrière. Cette complaisance vis-à-vis de l'offensive du parti de Marchais a été contestée par un assez grand nombre de délégués qui constatent tous les jours combien le PCF, dans la pratique, s'oppose aux aspirations des masses.

Au-delà des affrontements internes sur l'organisation ou le programme, c'est bien cette question des rapports avec le PCF qui a dominé le conseil national.

(Lire page 8)

NON A L'EXTRADITION DE KLAUS CROISSANT

« Si Klaus Croissant était extradé, nous ne croyons pas dans l'ambiance actuelle, qu'il avait la moindre chance d'être acquitté après un procès loyal. Il serait au contraire maintenu en prison pour longtemps, quelle que soit la valeur des reproches formulés contre lui et des preuves apportées par ses accusateurs ». C'est ce qu'a déclaré au Congrès du Syndicat des Avocats de France, l'avocat allemand Kurt Grønewold. En extradant Croissant, Giscard l'enverrait vers un procès truqué, instruit par Schvele, pro-

curateur de Stuttgart et ancien nazi, vers les prisons de Schmidt qui viennent de faire leur sixième victime.

Pour tenter d'imposer l'extradition et répondre aux injonctions de Schmidt, Giscard ne recule devant aucun moyen : interdiction de la manifestation prévue mardi.

La mobilisation doit se poursuivre et s'étendre : le droit d'asile, les droits démocratiques sont en cause. Klaus Croissant ne doit pas être extradé.

INGRID SCHUBERT : 6^e MORT DANS LES PRISONS DE SCHMIDT



Ingrid Schubert, membre de la Fraction Armée Rouge a été retrouvée morte samedi, pendue dans sa cellule de la prison de Munich. Depuis deux ans, c'est le sixième prisonnier politique qui meurt dans les prisons de Schmidt. En 1975, Holger Meins mourait faute de soins. En 1976, Ulrike Meinhof, retrouvée pendue. Il y a trois semaines, Baader, Raspe et Ensslin... C'est dans ces prisons que Giscard voudrait extraditer Croissant.

Son avocat avait pu rencontrer Ingrid Schubert peu de temps avant : elle n'avait nullement fait part d'une intention de suicide, et n'a laissé aucune lettre. Ingrid Schubert, une des plus anciennes détenues, avait effectué plus de la moitié de sa peine. Selon le ministère bavarois de la justice, elle était étroitement surveillée. Le porte-parole a déclaré : « Les contrôles ont lieu jour et nuit, à intervalles réguliers. Cependant l'action de se pendre peut aller très vite ».

L'autopsie pratiquée immédiatement, appuie l'hypothèse du suicide : aucune trace de violence n'a été constatée. Par contre, les médecins n'ont pas recherché les traces de somnifère (cette hypothèse avait été avancée pour Baader et ses camarades).

Les autorités allemandes ont annoncé que quatre cents grammes d'explosifs et trois détonateurs auraient été retrouvés dans les murs de l'ancienne cellule d'Ingrid Schubert à Stammheim. Actuellement, sous prétexte de tout perquisitionner, le gouvernement fait abattre toutes les cloisons des cellules : ainsi plus aucune contre-expertise ne sera possible par la suite.

Les Russes expulsés de Somalie

Le gouvernement somalien vient de décider de dénoncer le traité d'amitié conclu avec l'URSS en 1974 et de rompre ses relations diplomatiques avec Cuba. Après avoir poursuivi sous prétexte d'aide son implantation en Somalie, le social-impérialisme développe son intervention militaire dans la Corne de l'Afrique, en jouant sur les contradictions qui opposent les pays, jetant de l'huile sur le feu par des livraisons d'armes massives et tentant ensuite de se poser en médiateur. L'ambition de Brejnev était de prendre le contrôle du détroit de Bab el Mandeb, point-clef de la route du pétrole. La décision du gouvernement somalien lui inflige une cinglante défaite.

(Lire page 9)

Vitry : police sur la ville

Contrôles de police incessants, vexations, Vitry, après l'exploitation par la presse des incidents de la semaine dernière au cours desquels trois flics s'étaient faits rosser, vit à l'heure de la chasse aux jeunes. Les jeunes de Vitry dénoncent leurs conditions de vie, la suspicion permanente qui pèse sur eux.

Lire le reportage de Pierre Pujol en page 5

Le budget de la défense à l'Assemblée Nationale

Le vote du budget de la défense a finalement été reporté à la fin de la présente session parlementaire, après avoir été l'occasion de passes d'armes entre les différents partis aussi bien à l'intérieur de la commission qu'en séance plénière. Derrière les grandes masses budgétaires qui sont dégagées pour l'année 78, c'est bien l'orientation de la politique giscardienne en matière de défense nationale qui est en cause.

(Lire page 7)

Begin parle de paix et massacre au Liban

(Lire page 10)

A nos lecteurs

Le Quotidien du Peuple qui devait être daté des 13 et 14 novembre n'est pas paru. C'est à la suite d'incidents techniques qui ont empêché sa fabrication dans les temps voulus que nous avons été contraints de prendre cette décision. Nous nous en excusons auprès des lecteurs.

Chômage : Beullac parle de diminution

30 000 inscrits de plus en octobre

Beullac ne recule devant aucune manipulation des statistiques pour faire croire à une diminution du nombre des chômeurs ; il prétend qu'en octobre le chiffre « corrigé des variations saisonnières » indiquerait 57 000 demandeurs d'emploi en moins. En fait le record absolu du nombre officiel de chômeurs est atteint, 1 205 000. Les ANPE refusent d'inscrire comme demandeurs d'emploi ; les jeunes en attente d'incorporation, ceux en attente d'un emploi

dans la fonction publique, ou d'un stage AFPA. Or cette attente peut durer de un à six mois ! Certaines ANPE « pilotes » retardent de un mois à un mois et demi les inscriptions de chômeurs. Par ailleurs, les radiés des listes qui n'ont pourtant pas trouvé de travail gonflent le nombre des sans-emploi non recensés. Toutes ces tricheries ont pour but de masquer la crise au fur et à mesure que l'échéance électorale approche.

Tribune
libre



Faillite à droite, cassure à gauche

QUE FAIRE POUR 78 ?

Le Parti Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste
expose ses propositions sur FR 3

Mercredi 16 novembre à 19 H 40

30^e salon de l'enfance

La publicité à l'affût des enfants

Par Claude ANCHER

● Cette année, le Salon de l'Enfance fête son 30^e anniversaire dans son cadre habituel, le Palais du CNIT à la Défense. Ouvert le 30 octobre, il s'achève le 13 novembre.

Son fondateur, Bernard Lafay proche du RPR, ancien président du Conseil de Paris, n'est pas là pour présider à cet anniversaire : «le grand-père très aimé» des enfants, comme l'évoque le catalogue du Salon, est mort cette année. En son absence, le Salon a continué son évolution, entamée il y a quelques années : c'est de plus en plus une vaste foire publicitaire où, en attirant les enfants, on espère bien aussi «fermer» les parents.

Dès l'entrée, outre le bruit, une chose frappe : le Salon est une forêt de panneaux publicitaires où Pif le chien voisine avec Larousse et Mobil Oil, où le Crédit Lyonnais côtoie Miko et Banania.

Naturellement, tous ces stands purement publicitaires et qui n'ont pour la plupart qu'un rapport très lointain avec l'enfance et la jeunesse s'efforcent de trouver un «alibi» à leur présence. L'un propose des home-trainers (vélos fixes) aux «champions en herbe», l'autre se contente de distribuer des autocollants, à condition d'acheter un lot de revues «en promotion, messieurs-dames», la plupart ornent des concours. C'est vraiment incroyable : le nombre de concours pour les enfants.

LE RACOLAGE DES BANQUIERS

Tantôt le concours se fait sur place : ainsi TF 1 anime un concours de dessin, sous le patronage attentif de «Casimir», l'idole des très jeunes téléspectateurs. Tantôt, comme le Rallye de la nature de la Société Générale, les résultats sont à long terme : d'ici la fin de l'année. Et devinez où seront annoncés les résultats : dans les agences de la Société Générale. Un racolage discret des parents qui viendront voir si leurs enfants ont gagné des lots dont la nature n'est pas précisée.

Au stand de l'UAP, l'effort d'imagination est plus limité : les enfants sont simplement invités à remplir un bulletin de participation au «jeu UAP» qui consiste à classer des dessins illustrant la

«maison de l'an 2000».

Aux hôtes du stand, désœuvrées pendant que le clown de service est allé casser la croûte, je pose la question : «Quel rapport y a-t-il donc entre les Assurances et l'enfance». «Ah ! Vous n'êtes pas la première personne qui nous le demande ne font pas de difficulté pour reconnaître qu'il s'agit d'une opération strictement publicitaire. S'agit-il seulement de faire connaître le nom de la société ? Non pas. A l'UAP on a des idées (derrière la tête) et ses démarcheurs ne manquent pas d'énergie. «A partir des bulletins remplis par les enfants, on constitue une sorte de fichier d'adresses où nos démarcheurs pourront se présenter après le Salon».

Au stand de la Société Générale, les animateurs, interrogés patiemment, affirment qu'il n'est techniquement pas possible de traiter les bulletins à des fins de démarchage. Ce qui est possible à l'UAP ne le serait-il pas à la Société Générale ? En tout cas, partout c'est une véritable manie : sur le moindre dessin effectué, il faut apposer son nom et son adresse.

A MON COMMANDEMENT... AMUSEZ-VOUS !

Ce n'est pas la seule contrainte. Elle est bien loin la joyeuse spontanéité du jeu, la libre expression du dessin. Au stand d'une marque de conserves, on ne fait, certes, pas payer l'enfant pour avoir le droit d'utiliser les crayons de couleur. Mais il doit obligatoirement dessiner le lé-



gume représenté sur la boîte de conserve que lui tend l'animateur ! Omni présents, ces fameux animateurs des stands. Le «jeu» est mâché d'avance, tout est orienté, guidé, encadré. La concurrence acharnée est stimulée : il faut nécessairement être le gagnant, le premier. Rares sont les lieux où les enfants peuvent dessiner ce qui leur chante, fabriquer à loisir des marionnettes... Dans ce foisonnement de panneaux vantant les marques, un panneau «Aire de jeux» apparaît presque déplacé, inconvenant : il l'est en effet : en guise d'aire de jeux, on y découvre des groupes d'enfants assis sur des marches, en train de se reposer un peu ou de manger. «Comment trouves-tu ce salon ? - J'ai bien aimé l'escalade de l'échelle des pompiers. C'était amusant. Mais quand je suis redescendu dans «la chaussette» un pompier m'a obligé à me dépêcher. Les jeux qui sont bien, il faut faire la queue pendant longtemps ! C'est ça qui est dommage». De fait, des dizaines d'enfants attendent de monter sur l'échelle qui semble la

principale attraction du salon. «J'ai bien aimé King-Kong aussi, mais il m'a fait un peu peur».

Enorme, King-Kong domine les stands du rez-de-chaussée. Mais ce valeureux fils de la forêt vierge ne tient plus dans sa grosse main une frêle jeune fille. Son contact avec la civilisation américaine l'a fait «évoluer» : il brandit désormais un... chewing-gum. Et sur le stand, les enfants sont invités à faire des bulles avec le chewing-gum de la marque en question. Triste spectacle

deux fils sans les toucher, sinon une lumière rouge s'allume : «Mais de toute façon tout le monde gagne» constate un jeune garçon. A l'arrivée en effet, une hôtesse distribue distraitement un autocollant à chacun. Un concours (une fois de plus) invite les enfants à déterminer quelle centrale est nécessaire pour fournir une quantité donnée d'électricité. L'animatrice se lamentait : «Ça n'intéresse pas les enfants». EDF tente du moins de profiter de l'occasion pour distri-



que ces enfants condamnés à mastiquer en silence...

PAS DE SUCCES POUR EDF

Comme l'année dernière, l'écologie est un thème exploité dans plusieurs stands. Parmi des questions sur les espèces animales, le Rallye de la nature demande : «Pouvez-vous citer trois formes d'énergie dites «naturelles», «douces» ou «non polluantes» ?»

Juste en face, curieux hasard, le stand d'EDF qui expose de magnifiques photos en couleurs de ses centrales nucléaires, belles à donner envie d'en avoir une dans son jardin. Un «jeu» consiste à passer une perche entre

buer des brochures où Super-Phénix est présenté d'une façon idyllique. On y affirme péremptoirement que tout risque «d'excursion nucléaire» (réaction en chaîne incontrôlée) est exclu et qu'il «est nécessaire de développer dès maintenant» les surrégénérateurs.

La police, elle, a plus de «succès» : il faut dire qu'elle mise, comme par le passé, sur l'attrait exercé par le pilotage («critérium du jeune pilote» qui permet de conduire une véritable voiture) et les sports en général : tir à l'arc, alpinisme. Des CRS sympathiques comme on n'en voit qu'au Salon.

Chère Savoie

Il n'est pas content ce jeune postier originaire de la Savoie. Las de parcourir les allées du Salon : «Il n'y a vraiment que de la pub !». Il est allé s'asseoir un moment, avec son amie, à une table de la «Maison de Savoie». «Ils annoncent : «spécialités régionales». Tu parles ! Ils vendent de la tarte aux myrtilles et du cidre... C'est la seule boisson. Alors, on a pris du cidre. Mais au moment de payer l'addition, on l'a trouvé amer le cidre «de Savoie» : 4 francs le verre ! Et encore un petit verre de rien du tout» précise-t-il joignant le geste à la parole...

L'électro-ménager «au service des enfants»

Un stand où des démonstrateurs vantent les mérites de moulinettes, mixers et autres écrase-légumes : «Que faites-vous au Salon ?

- Vous savez, nous ne présentons que des appareils qui peuvent être utiles aux enfants. Dans les fruits et les légumes, il y a beaucoup de vitamines... Et puis, ça distrait aussi les parents qui s'ennuient pendant que leurs enfants font des jeux. Vendre nos appareils ? Il n'en est pas question. Bien sûr, si des gens sont vraiment intéressés..., on note leur commande...»



LUTTES OUVRIÈRES

Schlumberger - Reims

CPAM (Sécurité Sociale)
de la MarneFACE A NOS REVENDICATIONS :
INTIMIDATION, RÉPRESSIONLutte victorieuse
contre la répression
anti-syndicale

● Le 3 novembre (Voir QdP Numéros 550 et 552) une délégation d'une quarantaine de travailleurs, se rendait au siège à Montrouge pour exiger l'annulation du chômage annoncé (une semaine par mois jusqu'à fin 78) et la satisfaction de nos revendications : suppression des cadences et réduction du temps de travail (35 heures, 5^e semaine de congés, retraite à 55 ans), afin d'éviter de futurs licenciements puisque la direction nous annonçait un sur-effectif de 52 personnes sur 427. Depuis, la répression se développe.

Nous avons prévenu notre direction générale que nous serions là. Le PDG nous avait d'ailleurs signifié qu'il serait absent, nous renvoyant au directeur de notre groupe qui, lui aussi ce jour-là, était... ailleurs.

Puisque nous étions sur place, quoi de plus naturel, nous décidions de faire le tour des ateliers de l'usine avec nos camarades délégués de Montrouge. Pour expliquer les problèmes que nous avions à Reims et nos revendications. Nous ne pouvions pas être mal accueillis : à Schlumberger Montrouge, ils sont environ 1 900 (il y a quelques années, ils étaient près de 6 000). La restructuration, la « conjoncture économique », eux aussi ils connaissent. Après les prises de parole au mégaphone dans chaque service, après avoir traversé les ateliers déserts, d'immenses couloirs grand luxe avec portes capitonnées où des dizaines et des dizaines de parasites, tous plus inutiles les uns que les autres, ont leurs bureaux

avec titres « ronflants » sur la porte. Nous étions reçus par... non pas le directeur, mais le chef du personnel qui nous annonce « On étudie la question, vous aurez une réponse si oui ou non nous ferons quelque chose. Le 21 novembre, pas avant ». La délégation, écoeurée du cynisme d'individus de ce genre, a rendu compte à l'ensemble des travailleurs de Reims du mépris que ces gens-là ont pour nous... Ça discute dans les ateliers, l'idée qu'il faut réagir fait son chemin, la colère monte, notre direction ne l'ignore pas : ses commis de l'encadrement sont là pour la renseigner.

Le mercredi 9 au soir (6 jours après) le directeur de Reims nous annonce que M. Bellouard (celui qui nous a reçus) a reconnu 9 d'entre nous (des délégués CGT et CFDT) à Montrouge et qu'ils recevront chacun une lettre recommandée d'avertissement pour avoir pénétré dans l'usine de Montrouge (alors qu'il nous y a reçus) prétextant que nous l'avons perturbé,

comme si nous avions gêné les travailleurs de Montrouge qui ont les mêmes problèmes que nous ! C'est tout simplement ces « grands messieurs » que nous avons dérangés, et c'est vrai qu'ils ont raison : nous sommes effectivement des « empêcheurs d'exploiter en rond ».

Mais nous ne tombons pas non plus dans le piège de considérer ces « sanctions » comme une simple réaction de colère de la direction : il s'agit bel et bien d'un test pour connaître exactement la prise de conscience et la combativité des travailleurs de l'usine de Reims. Seront-ils dans leur majorité indécis, résignés, prêts à l'abandon ? Ou bien prêts à lutter fermement, refusant de faire les frais de la crise ?

DEBRAYAGES PERLÉS
EN RIPOSTE

La réponse ne s'est pas fait attendre : le jeudi 10 au matin, les délégués de l'usine passent dans chaque atelier expliquer la situation, et appellent à une assemblée générale qui rassemble plus de la moitié du personnel et décide d'exiger le retrait des « lettres recommandées ». Il est décidé de ne pas reprendre le travail. L'après-midi est consacré à des réunions par groupes pour faire le point et envisager les formes d'action, et se termine sur une AG

où l'analyse d'ensemble apparaît :

1) que les sanctions sont bien partie du plan d'ensemble de la direction, et qu'il est primordial de la faire reculer, sinon c'est rapidement l'escalade.
2) que l'action pourrait payer, car plusieurs secteurs lancent des nouveaux produits qui doivent être prêts avant la fin de l'année.
3) qu'il était nécessaire d'envisager l'action de façon à rallier le maximum d'hésitants pour augmenter le rapport de force en notre faveur. Plusieurs propositions d'action furent faites :

1 - grèves perlées : courts arrêts de travail brusques, et service par service ; les inconvénients : fractionnement des grévistes, difficultés pour rallier les autres.

2 - Blocage des portes et arrêt total de l'usine immédiatement, ce qui permettait aux travailleurs hésitants de prendre positions en discutant avec eux.

Après discussion, l'assemblée générale s'est prononcée sur un plan d'action : lundi et mardi avaient lieu un débrayage perlé. Mardi après-midi, délégation à la direction et diffusion d'un tract de popularisation sur la ville. Mercredi, assemblée générale pour tirer un premier bilan et envisager la suite.

Corr Schlumberger
Reims

Après une action qui, en février dernier, avait remis en cause la notion de « rendement » à la Sécurité sociale de Reims, le directeur s'était juré d'avoir la tête des « meneurs » de ce mouvement. Remettant en cause la convention collective, il entravait les représentants du personnel dans leurs fonctions.

Le 21 octobre, il se permettait même de prendre des sanctions à l'égard de 8 d'entre eux (2 rétrogradations avec perte de salaire de 600 F par mois, 6 avertissements avec retenue sur salaire de 2 à 4 jours).

Dès le lundi 24, à l'appel des sections syndicales CFDT-FO-CGT, les travailleurs réunis en assemblée générale occupaient les locaux pour exiger la levée totale des sanctions. Le directeur refusant tout dialogue, faisait intervenir les forces de police à 22 h 15.

La riposte fut immédiate.

te : les travailleurs décidèrent la grève jusqu'au retrait des sanctions, l'intervention quotidienne de la police pour briser les pickets de grève ne faisant que renforcer leur détermination.

La solidarité sur le plan national s'est notamment manifestée par une journée d'action dans la Sécurité sociale le 4 novembre, marquée, dans de nombreuses caisses par une grève de 24 heures.

Le mouvement s'est terminé le 8 novembre par une victoire se concrétisant par la levée des sanctions et l'assurance d'une meilleure application de la Convention collective.

Dépasant le cadre local, ce succès démontre aux patrons que les travailleurs savent se mobiliser pour défendre leurs droits syndicaux.

Corr. Sécurité Sociale

P.U.M. (Reims)

Un ouvrier licencié
pour avoir refusé
la validité
d'un contrôle
SÉCUREX

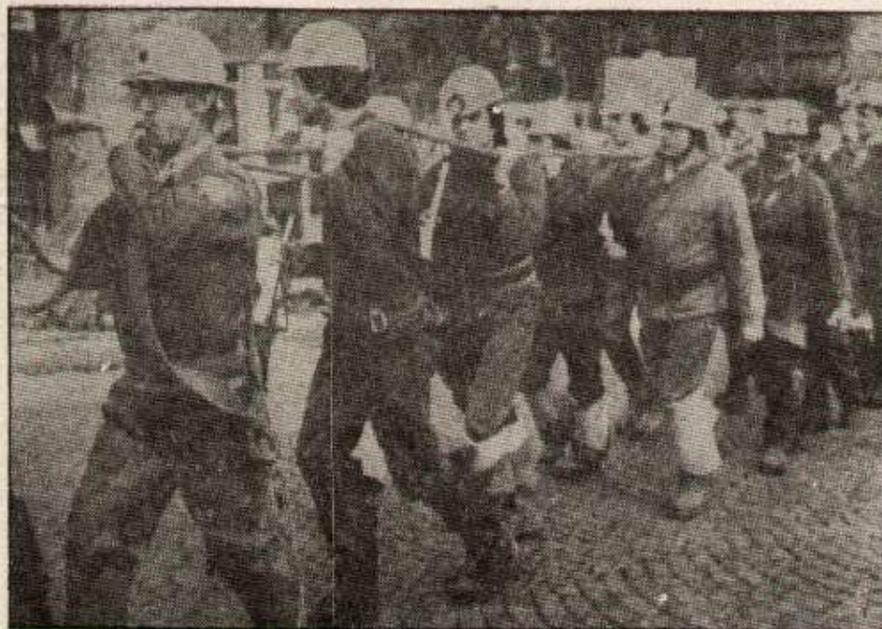
PUM Station Service Acier de Reims, c'est 2 000 travailleurs employés à la fabrication de produits métallurgiques. Le 8 novembre, un de ceux-ci, M. Mario Delgado, de nationalité portugaise, devait reprendre le travail après une

période de congé-maladie prescrite par son médecin. La direction de l'usine PUM ne l'entendit pas de cette oreille... et elle fit appel à Sécurex : l'organisme privé de contrôle médical dépêchait à Reims un de ses hommes, lequel se rendait chez Mario Delgado en lui ordonnant, après avoir établi une nouvelle ordonnance, de rejoindre le travail un jour avant la date prescrite par le premier médecin, c'est-à-dire le lundi 7 novembre. Mario Delgado refusait à juste titre. Le chef du personnel de l'usine lui envoyait alors une lettre stipulant : « Suite au contrôle médical à votre domicile, nous vous prions de reprendre immédiatement votre travail ou de vous présenter en nos bureaux dans les meilleurs délais. »

Mario Delgado refuse ce qui n'était autre chose qu'un chantage « Reprendre le travail ou ce sont les sanctions ». Celles-ci tombent alors : le travailleur est d'abord mis à pied huit jours, puis licencié pour les motifs suivants : « Injures à personnel d'encadrement et non-respect des règles de sécurité ». Des motifs montés bien évidemment de toutes pièces ! Dans l'usine, on n'est pas loin de penser en fait que la direction tente de faire payer à ce travailleur la grève menée en juillet dernier, et à laquelle Mario Delgado avait participé activement.

Un manifeste anti-Sécurex a déjà recueilli, dans la ville de Reims, près de 100 signatures.

Égoutiers parisiens

TIBÉRI REÇEVAIT
LES DÉLÉGUÉS LUNDI

Les égoutiers parisiens ont reconduit à nouveau leur mouvement en fin de semaine. Tibéri, adjoint de Chirac, a enfin accepté de recevoir lundi, après 25 jours d'intransigence, les représentants syndicaux, alors qu'il y a quelques jours encore, il refusait toute entrevue sous le

fallacieux prétexte qu'il ne connaissait pas les revendications ! L'administration chiraquienne espère peut-être ne donner que quelques miettes ?

Elle aura en face d'elle les égoutiers déterminés à obtenir la satisfaction totale de leurs revendications !

Voyer (Tours) :
400 licenciements
dans les semaines
à venir

Les travailleurs de l'entreprise Voyer située à Tours, viennent d'apprendre par leurs syndicats, que la direction envisage de procéder à 400 licenciements dans les semaines à venir. La direction du groupe Voyer (construction métallique), a en fait élaboré un plan de restructuration qui touchera l'ensemble de ses usines qui comptent au total 1 200 travailleurs et travailleuses. Il s'agit des établissements d'Hagondange et d'Aix-en-Provence qui doivent être fermés et de ceux de Paris, de Rive-de-Giers, et de Tours où auront lieu des licenciements.

La «Littorale» (Béziers) :
la grève reconduite

Les travailleurs de l'entreprise «La Littorale» à Béziers, ont décidé de reconduire leur mouvement cette fin de semaine. Ils sont en grève depuis mardi pour exiger la sécurité pendant le travail, qui consiste en la fabrication d'un produit «Le Témi», destiné à la culture des betteraves. Ce produit, par ses émanations, a entraîné en un mois trois intoxications et la brûlure d'un ouvrier. Le trust américain, Union Carbone, propriétaire de l'usine, refuse pour l'instant toute satisfaction des revendications.

Achetez tous les jours
le Quotidien du Peuple
dans le même kiosque

LUTTES OUVRIERES

Montefibre (Saint-Nabord) : le tribunal rendra son jugement à une date indéterminée

Repoussée d'un jour, la comparution de onze délégués syndicaux de Montefibre devant le tribunal des référés d'Épinal a finalement eu lieu. On sait que la direction de la Mondedison, propriétaire de l'usine de Saint-Nabord, voulait obtenir du tribunal, l'expulsion des locaux de production de ces délégués, afin d'avoir les mains libres, pensait-elle pour faire démonter certaines installations prévues dans son « plan de sauvetage ». Le tribunal a dû tenir compte d'une certaine manière de la détermination des travailleurs puisqu'il n'a pas rendu son jugement le même jour, le repoussant à une date indéterminée. Mais les travailleurs de Montefibre ne sauraient se laisser endormir par ce premier recul.

Dunkerque

La direction de l'entreprise « Flandres Industrie » située à Dunkerque vient d'annoncer qu'elle procéderait à 150 licenciements d'ici quelques semaines. L'entreprise compte 400 ouvriers actuellement. « Flandres Industrie » est un chantier de réparation navale. Bien entendu, pour justifier ces licenciements, la direction du chantier met en avant la crise de la construction navale, secteur où les patrons viennent d'annoncer que dans les années qui viennent, un travailleur sur deux serait mis à la rue. Les travailleurs de « Flandres Industrie » ne sauraient faire les frais de cette crise !

Bourg en Bresse

Cinq directions d'entreprises de la ville de Bourg en Bresse (Ain) viennent d'être citées devant le tribunal correctionnel de cette ville, par les organisations syndicales. Il s'agit des entreprises Sigmec, Techniphone, Stein Industrie, CGE Alstom, « Entrepouse Paris » et Pecquet Tesson, dans lesquelles étaient intervenus dernièrement de nombreux accidents du travail, faute d'une sécurité suffisante. Ces entreprises ont été condamnées à des amendes de 200 à 2 400 francs. Voilà qui est bien minime ! Et aucune d'elles ne s'est engagée à améliorer la sécurité des postes de travail.

Succès de la grève à Jeantil

Au terme de deux semaines de grève, les 77 ouvriers de chez Jeantil ont obtenu toute une série de revendications : les retenues sur les primes annuelles pour accident du travail sont supprimées. Le boni de rendement est supprimé, le taux maximum de l'ex-boni (0,80 F) est intégré au salaire de base. Une augmentation de 200 à 225 francs est obtenue, de même que le 13^e mois, par étapes (86 % en 78), pour atteindre 100 % en 1980. De plus, les horaires sont réduits d'une heure quarante-cinq par semaine.

La FDSEA de Loire-Atlantique condamnée

Depuis 1970, les époux Mouillé, à Cheix-en-Retz, dans la Loire-Atlantique s'opposaient à leur expulsion de la ferme qu'ils exploitaient, au « Bois des Moines ». Diverses actions de soutien avaient été développées. Les propriétaires avaient porté plainte contre la FDSEA de Loire-Atlantique. Le tribunal de Nantes a condamné la FDSEA à une énorme amende, 30 000 francs à verser aux propriétaires de la ferme « en réparation du préjudice subi ».

Appel, président d'Entreprise et Progrès sur l'amélioration des conditions de travail

«LES COURANTS D'AIR SONT LES MÊMES POUR TOUS»

● Il y a quelques jours, Giscard annonçait que le gouvernement allait prendre des mesures en faveur des travailleurs manuels avant la fin de l'année, telles l'augmentation du SMIC, le 1^{er} décembre, taux supérieur à la hausse des prix, ainsi que le versement d'une prime le 31 décembre aux travailleurs les plus défavorisés. Mesures dérisoires, ayant un goût prononcé d'électoratisme, mais que de surcroît, certains patrons refusent même d'accorder. Ainsi en est-il d'Appel, président d'« Entreprise et Progrès » qui vient d'être interviewé par le journal de Stoléro *Le travailleur manuel*.

A la question d'un pluri-mitigé du journal « Les salaires des travailleurs manuels paraissent (ils) notablement inférieurs à ceux des travailleurs intellectuels. Pensez-vous que cette situation puisse être modifiée ? », Appel évacue le problème par un tour de passe-passe. Mieux payer le travail manuel ? Mais, « nous assistons à une évolution que l'on sous-estime : la part du travail intellectuel augmente dans tous les postes de travail ». M. Appel « oublie » que sur 7 millions de salariés, 4,3 millions sont OS ou manoeuvres et que ce pourcentage est en augmenta-

tion constante. Ne pouvant nier ce fait, Appel en vient alors à réduire le travail manuel proprement dit exclusivement à des tâches telles que le transport de marchandises, etc. Tous les autres travaux manuels effectués par les ouvriers auraient par voie de conséquence un caractère de pénibilité faible. Conclusion : ils n'ont pas à être payés plus.

Les milliers de travailleurs qui passent huit à neuf heures par jour sur les chaînes de travail et n'effectuant pas tous des « travaux de force » proprement dit, savent pourtant ce qu'il en est de

l'usure nerveuse et aussi, physique au bout d'une journée de travail.

Ce que veulent les travailleurs, ce n'est pas seulement des salaires plus élevés mais aussi des conditions de travail meilleures. Appel fait semblant d'être d'accord avec cela en disant : « On fait fausse route en parlant des salaires », façon élégante de nier la nécessaire augmentation des salaires. Est-ce effectivement pour se préoccuper des conditions de travail ? Il en parle mais, en réalité son objectif est loin d'être de les améliorer. D'après lui, « les conditions de travail sont importantes à tous les échelons de la hiérarchie : le bruit, les courants d'air sont désagréables quelque soit le poste de travail qu'on occupe ». Sous-entendu, les ouvriers n'ont pas à se faire plaindre plus que les cadres.

Surtout ce qui intéresse ce monsieur, patron d'une entreprise dont il fait le nom, ce sont les modifi-

cations de ces conditions de travail qui permettent une augmentation de la productivité. Soulignant au passage l'inefficacité de certaines mesures appliquées dans quelques usines « pilotes », « une peinture gris bleu n'a jamais augmenté la productivité d'un atelier », il préconise les bons vieux remèdes comme le travail à la carte qui enchaîne bien souvent encore plus le travailleur à son poste ou le travail à temps partiel, qui permet de camoufler le chômage et de mieux épouser les aléas de la production.

Pour Appel, en conclusion, ce qui distingue principalement les ouvriers des cadres, et c'est ce qu'il faut supprimer, ce sont les « signes extérieurs de richesse » : différence de couleurs des blouses, le fait que les ouvriers ne mangent pas dans les mêmes cantines, etc... Mesures propres sans doute, à améliorer les conditions de travail et les salaires !!!

LA RIPOSTE S'ORGANISE A UGINE-ACIER

A Ugine-Aciers de Fos, les travailleurs font les frais, comme partout ailleurs, de l'austérité capitaliste : pouvoir d'achat en régression, cadences accélérées, conditions de travail déplorables... comme toujours, cette austérité s'accompagne d'une tentative de mise au pas du personnel au travers, dans un premier temps, des ses responsables syndicaux : pressions diverses, mutations et sanctions sont monnaie courante envers les délégués...

Passant toute mesure, la direction détourne même une partie de la somme due au Comité d'entreprise II, somme destinée à l'environnement social des travailleurs...

Face à ces exactions, les travailleurs, organisés avec la CGT, sont décidés à la riposte :

— Le syndicat porte plainte contre la direction pour détournements de fonds du CE ;
— Les débrayages pour information du personnel se multiplient ;
— Le jeudi 3 novembre, les travailleurs débrayaient massivement à l'appel de la CGT et une partie d'entre eux (environ 200 sur 1 200) descendaient sur Marseille en délégation à la Préfecture. Un défilé jusqu'à la Canebière clôturait cette initiative, en sensibilisant la population (...)

Le contentieux qui oppose le personnel et la direction est désormais trop lourd pour que l'on n'entende pas parler de

Nouvelles de la région marseillaise

Extraits de l'A.P.L. 13

ceux de Ugine-Aciers dans les prochains jours...

VICTOIRE A SONACOTRA

La SONACOTRA transférait autoritairement des femmes de ménages à d'autres entreprises privées sans payer bien sûr aucune indemnité de licenciement.

L'action syndicale unitaire (CGT - CFDT), la mobilisation active du personnel a contraint la direction à céder et à s'engager à reprendre les travailleuses.

LICENCIEMENTS EN SÉRIE

Coq : 60 + Sescossem : 147 + Aixida : 52. Au total, 259 chômeurs et exilés de plus à Aix-en-Provence !

Sescossem, c'était en février dernier que la filiale de Thomson-CSG licenciait collectivement 147 travailleurs et travailleuses. Il y a deux semaines à peine, Coq, entreprise de matériel vinicole, annonçait elle aussi son plan : 60 en moins.

Enfin, Aixida, travaux publics, située aux Nilles, qui décide le grand nettoyage : 52 d'un coup !

Ce mouvement ne fait qu'accroître la transfor-

mation d'Aix avec l'exil des travailleurs, en ville universitaire et touristique.

LA GREVE «AU PÉTROLE» CONTINUE

Après le « temps fort » de la grève des navires Schell qui a vu notamment à Fos le Leda faire grève pendant 24 jours, la grève pour la qualité de la vie, pour une amélioration des congés et une diminution de la durée d'embarquement continue au pétrole.

Cette grève prend la forme de retards à l'appareillage, de 72 heures. Jusqu'au 25 octobre, la grève était unifiée, et touchait toutes les catégories de personnel, dans l'unité syndicale CGT/CFDT... Depuis le 25 octobre, seuls les officiers continuent, les fédérations nationales des syndicats de marins ayant accepté de suspendre le mouvement, dans la mesure où la chambre patronale posait cette exigence comme préalable à toute négociation. Cependant, considérant que la négociation ne porte que sur des points secondaires, avec rien sur la question principale, les congés, les syndicats d'officiers ont décidé de poursuivre le mouvement, en espérant que la prochaine réunion, qui devait avoir

lieu le 14 novembre, apporterait du nouveau.

Jusqu'à présent, à la date du premier novembre, les navires suivant ont été touchés :

Du 8 septembre (début de la grève du Leda) au 25 octobre (suspension du mouvement par les marins), 29 navires ont été consultés, 21 ont été bloqués par la grève, dont 17 avec la participation des officiers.

Ces 17 navires sont : Leda, Chaumont, Cetra, Centaures à Fos. Concorde, Langeais, Vendémiaire, Fructidor à Lavera. Dola-bella au Verdon (Bordeaux). Latona, Esso-Picardie, Portho, Esso-Bretagne à Rotterdam. Jules Vernes-Sologne au Havre. Jade à Dunkerque. Poitou à Brest. Esso-Provence à Gênes.

Depuis le 25 octobre, 7 navires ont été consultés 6 ont voté pour le moment : Licorne Pacifique - Aquitaine à Fos. Pierre Poulain à Lavera. Tchoungue - Saphir - Messidor au Havre.

Par leur participation à ce mouvement les travailleurs embarqués sur les navires montrent leur ferme volonté d'aboutir à un accord qui leur donnera une amélioration substantielle de leurs conditions de vie, par une augmentation des congés et une diminution de la durée d'embarquement.

Notre syndicat CFDT est bien décidé à mener au mieux cette action pour que cette revendication soit satisfaite.

Communiqué du Syndicat national des officiers de la marine marchande (CFDT)

CHASSE AUX JEUNES DANS LES CITÉS DU CHÔMAGE

Reportage de Pierre PUJOL

Les clameurs de la presse réactionnaire viennent à peine de retomber. Mais tout n'est pas fini à Vitry-sur-Seine, un des plus peuplées cités du Val-de-Marne et en même temps une de celles qui résume le mieux la vie dans les banlieues ouvrières de la région parisienne. Tout est là : le chômage, la misère, la jeunesse aux prises avec l'univers concentrationnaire des tours et des cités, univers sinistre et inhumain.

Aujourd'hui, Vitry fait le point d'un événement qui l'a dépassée, un peu surprise de tant de bruit autour de ce qui s'est passé. La jeunesse de Vitry fait le compte des calomnies et des mensonges qui ont été répandus sur elle. Les flics comptent leurs bosses mais se frottent les mains. De même que la municipalité PCF, ils ne sont pas mécontents de l'extension donnée à l'affaire et de la manipulation de l'information qui a été réalisée : le renforcement

des effectifs de police et l'ouverture d'un commissariat, à défaut d'être plébiscités, rencontreront peut-être un peu moins de résistance de la part de la population, espèrent-ils...

Ce n'est pas la première fois que les jeunes de Vitry sont la cible de la bourgeoisie, qui n'a rien eu d'autre à leur proposer que le ghetto de ses cités dortoirs et le chômage en guise d'avenir. Peyrefitte, dans son rapport sur la violence, citait Vitry comme une des capitales de la délinquance juvénile.

Depuis longtemps, la municipalité de Vitry hurle avec les loups : en dénonçant démagogiquement l'«insécurité» et en réclamant l'ouverture d'un commissariat (aux côtés des syndicats de la police), le PCF veut compléter le quadrillage politique qu'il tente de mettre en place à Vitry par le quadrillage policier de la ville.

contrôler l'utilisation des effectifs de police. Mais contre qui se tourneront rapidement ces effectifs supplémentaires, sinon contre les travailleurs des quartiers ou des usines ? Dans une ville où il y a dix ou vingt saisies par jour la réponse est évidente... Et comment empêcher, par exemple, les saisies si les flics sont constamment sur place ? Peut-on imaginer une minute que les flics se croiseront les bras si tel patron ou tel autre leur demande de dégager un piquet de grève ou d'évacuer une usine occupée ?

Prendre les jeunes comme bouc émissaire et avancer l'ouverture d'un commissariat comme remède miracle, c'est faire fausse route ! Ceux qui veulent nous engager dans ce chemin tentent de détourner l'attention des travailleurs des problèmes essentiels : du chômage, des licenciements, de la dégradation du niveau et des conditions de vie de familles ! Ils veulent masquer la responsabilité d'ensemble du capitalisme dans cet état de choses. Et surtout qu'ils utilisent la police contre les travailleurs, de la même manière qu'elle l'est actuellement, s'ils arrivent un jour au pouvoir.

Avec des jeunes de «Jean Couzy»

«Mais où faut-il se mettre alors ?»

L'un bricole sa mobylette, les autres assis sur une murette discutent à la limite du terrain vague qui borde la cité Jean Couzy. La discussion s'engage sur les «incidents» de l'autre nuit. Réaction unanime des jeunes présents : la presse et la radio ont menti : «Nous, nous avons vu ce qui passé et c'est complètement différent. La police a dit que trente jeunes l'ont attaqué. C'est totalement faux. En réalité ce sont les flics qui poursuivaient un jeune en mobylette. Ils ont eu affaire au maximum à trois jeunes. Il y avait une trentaine d'autres qui regardaient à distance ce qui se passait. Quand je suis passé près de la voiture des flics, j'ai entendu qu'ils appelaient des renforts. Quelques instants après des cars et des cars de flics sont arrivés. Il paraît qu'ils venaient de tout le département !»

«Peut-être qu'ils ont eu honte d'avouer qu'ils «avaient du mal» à trois contre trois et qu'ils ont fait croire que tous les 30 étaient dans le coup !» Après, ils pourchassaient partout les jeunes», raconte un jeune immigré, «les flics s'en prenaient à tous ceux qui avaient les cheveux longs qui, étaient arabes. Y en a même qui nous disaient : «Qu'est-ce que tu fous ici ? Retourne dans ton pays ! Si le jeune avait le malheur de parler de racisme, il lui filaient une claque pour le faire taire».

«Partout dans les rues, ils contrôlaient les jeunes et même à ceux qui ne sont pas obligés d'avoir des papiers d'identité, ils les exigeaient : ils vous font monter dans le car, pour un oui pour un non. Moi, ils m'ont amené au poste de police, avec les autres, c'était au dépôt d'Ivry. Ils nous ont tous photographié une ardoise devant nous, avec notre

Les enfants de Vitry n'ont pour horizon que les murs de la cité, ses rigoles et pour seule joie celle d'être ensemble.



nom marqué dessus» raconte un autre qui vient d'arriver. «Ils cherchent à nous intimider. Faut les voir descendre en courant de leurs cars, armes dégainées, et courir après les jeunes, leur tenir des propos racistes ! Pourquoi tout ce racisme ? Moi je suis contre le racisme», c'est une lycéenne qui parle : «On est tous pareils regardez nous qu'on soit français ou étrangers, entre jeunes on fait pas de différence !»

Sur leurs mobylettes blanches, casqués de blanc, deux «mouettes» de la police passent au bout de la rue «Regardez on les voit partout. Des poulets à pied, des cars, des mouettes, ils sont partout. Ils «contrôlent». Ils cherchent à nous faire passer pour des voyous ! Mais nous on ne veut de mal à personne. Quelques-uns font parfois des bêtises, mais c'est surtout monté en épingle ! Parce que nous on se contente de se voir, de discuter ensemble ou de se ballader. Que voulez vous qu'on fasse ? Pour aller à Paris il faut du fric ! Il n'y a plus de cinéma à Vitry, il n'y a pas de maison de jeunes. Et ils viennent même de fermer la patinoire depuis hier ?»

La mairie veut faire ou-

vrir un commissariat à Vitry. Vous croyez que c'est la solution ? «Pas du tout. Ça ne servira à rien. Au contraire ça risque d'être pire. Parce que si les flics sont tout le temps là, les provocations vont être quotidiennes et un jour y aura un pépin plus grave, soit de leur faute, soit que les jeunes en auront marre. Pour moi ce n'est pas une solution du tout !»

«Le problème c'est pas de renforcer la police, c'est de voir les causes de ce qui se passe. Y a des gars qui n'ont rien pour vivre. Ici il faut voir le chômage qu'il y a ! Et puis il n'y rien comme loisirs. Dans beaucoup de familles, quand on rentre chez soi, y a le père devant la télé et on peut pas causer, il est fatigué, on doit pas faire de bruit. Alors on va dehors. La police ne veut pas nous voir dehors ! Mais où faut-il qu'on se mette alors ?»

«Moi ce que je crois c'est qu'ils cherchent à dresser les gens contre nous pour diviser. Tout cela c'est écoeurant, cette société elle est vraiment écoeurante. Y a beaucoup de choses à changer, c'est une bonne révolution qu'il faudrait je pense !» «De toute façon, ils ne pourront pas nous faire taire, il faut qu'ils le sachent !»

Les vrais objectifs de la campagne anti-jeunes

L'opération d'intoxication actuelle ne tombe pas au hasard. Le lieu semble même assez bien choisi, dans une ville où le chômage, la misère, l'isolement des familles dans les grandes cités humaines sont une source de tension permanente. Une tension renforcée par le bruit, omniprésent. Dans les appartements, les travailleurs fatigués ont droit aux bruits des voisins, à celui des chasses d'eau, des robinets, etc... A cette fatigue vient s'ajouter dans certaines cités, la pétarade des mobylettes qui tournent parfois à des heures tardives. Toutes les tensions produites par les conditions de travail, les heures de transport, les problèmes matériels peuvent alors facilement se cristalliser contre les jeunes, avec l'encouragement de la bourgeoisie. La municipalité, qui réclame à cor et à cris

un commissariat, appui sournoisement la campagne anti-jeunes. Comme cela, pendant ce temps, on parle moins des saisies, des impôts locaux, des conditions d'habitation, etc...

Le 4 décembre dernier l'ex maire PCF, Rosette tenait une assemblée publique sur la sécurité à Vitry. A la tribune, il y avait à ses côtés un représentant de la Fédération autonome de la police qui réclamait une meilleure «formation» pour les flics. Dans la salle, on proposait même : «qu'on surveille les immigrés et qu'on fasse travailler les jeunes délinquants sur les autoroutes» ! Le PCF prétend que les effectifs de police sont insuffisants. Il suffit de constater la capacité de la police à être omniprésente ces derniers jours.

La mairie demande à

Ces derniers jours, la police a signalé de multiples «alertes à la bombe» dans les lycées, ce qui lui a permis de se montrer «en force» à la porte des lycées et même d'en franchir le seuil...



des faits... des faits... des faits... de

- Un jeune : «Hier soir, rien que pour aller chez moi, j'ai subi 5 ou 6 contrôles de police sur deux kilomètres».
- Une femme de 45 ans : «J'ai subi quatre contrôles pour me rendre chez moi».
- Mercredi les flics auraient procédé à plusieurs perquisitions dans une cité pour rechercher des jeunes qui se seraient «terrés»...
- Quatre nouvelles arrestations auraient eu lieu aux «Montagnards».
- Racisme, ordinaire à Vitry. Une DS est contrôlée. 5 jeunes dont 4 Arabes. La police contrôle les jeunes puis s'adresse aux Français en lui disant «Qu'est-ce que tu fous avec des crouilles» !
- «Justice» expéditive : trois jeunes ont été traduits devant le tribunal de flagrants délits de Créteil suite à «l'affaire». Deux se retrouvent en maison de correction pour un an (ils ont moins de 16 ans) le troisième a écopé d'un an de prison ferme ! Le plus grand secret entoure pourtant tout cela !...
- La presse d'«information». La télévision recueille le témoignage de plusieurs jeunes puis coupe toute la partie qui dénonce la situation des jeunes, avant de passer le reportage.
- Un certain Pierre Trovel ; photographe à l'Humanité prend, aux dires même des jeunes, plusieurs jeunes en photo «en train» alors qu'ils discutaient tranquillement. Dans le journal, le lendemain ils voient leur photo sous le titre «Violence à Vitry» et se font accuser sournoisement en légende d'être des voyous...

INFORMATIONS GENERALES

Annecy : hold-up record

Les législatives approchent

Ce week-end prolongé, comme de tradition a été mis à profit par des gangsters pour visiter des banques. Une banque d'Annecy et une banque parisienne en ont fait les frais. A Annecy, une soixantaine de coffres ont été vidés de leur contenu entre le 11 et le 13 novembre sans qu'on sache précisément à quel moment. Les gangsters ont pénétré dans les locaux sans effraction et sans déclencher le signal d'alarme qui n'était d'ailleurs pas relié comme c'est la règle au commissariat.

A Paris, dans le huitième arrondissement une succursale du crédit commercial de France a failli connaître une semblable mésaventure. Six coffres seulement ont été inventoriés. Malheureusement pour les gangsters ils ne contenaient que des documents. Les cambrioleurs n'ont pas pu poursuivre leurs investigations plus loin, une ronde les a interrompus.

Le hold-up d'Annecy s'annonce comme un des plus grands sinon le plus important hold-up jamais réalisé en France. Le butin s'élève à plusieurs millions. L'étonnante facilité avec laquelle il a été réalisé amène quelques questions. De quelles complicités bénéficiaient les gangsters ? Ceci n'est pas sans rappeler le hold-up de la poste de Strasbourg. Le 30 juin 1971 ? Le Gang des lyonnais en rentrant par une porte habituellement condamnée avait subtilisé à des convoyeurs huit sacs contenant 11 680 000 F en petites coupures. Mêmes complicités surprenantes pour le hold-up de la poste de Mulhouse un an plus tard. Le hold-up d'Annecy servira-t-il comme ce fut semble-t-il le cas pour les hold-up de Strasbourg et de Mulhouse à alimenter les caisses de tel ou tel parti de la majorité ? Les élections législatives approchent et avec elles les besoins en argent des partis bourgeois.

PS : journées nationales sur l'énergie

● Samedi et dimanche, le PS a réuni à Clichy ses responsables fédéraux pour leur exposer les nouvelles orientations de la direction en matière de politique énergétique. Cette réunion se déroulant à huis clos, il n'est pas possible de dire quelles réticences s'exprimèrent, quelles divergences se firent jour. Ce n'est toutefois pas un mystère qu'il y a eu pendant longtemps au sein du PS des positions très divergentes sur la politique énergétique. Très probablement, ces divergences subsistent après l'adoption d'une position de compromis par la direction du PS.

Parmi les sujets débattus au cours de ces journées d'étude figurait bien évidemment le projet de loi nucléaire du PS adopté dernièrement par le comité directeur. Ce projet consiste en une suspension du programme nucléaire actuel. Pendant dix-huit mois ou deux ans, il n'y aurait pas de nouvelles commandes de réacteurs nucléaires, mais les commandes déjà passées seraient menées à terme, c'est le cas notamment pour Braud-Saint-Louis. A l'issue de cette suspension pendant laquelle une certaine information serait faite, il y aurait une consultation pour décider du rythme de la poursuite de l'équipement électro-nucléaire. Le PS propose également un moratoire pour Super Phénix.

Cette position nouvelle du PS (il s'opposait auparavant à toute idée de suspension temporaire du programme électro-nucléaire), prend en compte l'opposition grandissante qui s'est développée contre ce programme et qui en rend l'application de plus en plus difficile pour le pouvoir. Par le moyen d'une suspension et d'un débat qu'il compte diriger, le PS

pense pouvoir recréer un consensus autour d'un nouveau programme électro nucléaire.

Au cours de ces journées du 12 et du 13 auxquelles ont participé une partie de ses secrétaires fédéraux et de ses candidats aux législatives, la direction du PS a expliqué sa position et aidé les candidats à la députation à préparer leurs arguments pour la campagne électorale sur ce domaine, afin notamment de pêcher des voix écologistes.

Enfin le PS a donné quelques maigres précisions sur ses solutions de remplacement à l'énergie nucléaire. Il a évoqué un recours plus important au gaz naturel et au charbon d'importation, à la géothermie et au solaire, donnant l'exemple de la municipalité de Lille qui a un programme de chauffage de 2 000 logements par l'énergie solaire. L'impression dominante en ce qui concerne ces solutions de remplacement demeure toutefois l'imprécision, elles se démarquent peu des propositions faites régulièrement par le gouvernement avec autant de constance que d'incohérence dans l'application

Garges-les-Gonesses : obsèques de Lucien Melyon

5 000 JEUNES CONTRE LES MILICES QUI ASSASSINENT

● Ils étaient 5 000, peut-être plus, en majorité des jeunes pour porter Lucien Melyon en terre ce jeudi 10 novembre. Lucien Melyon, jeune lycéen guadeloupéen, avait été tué d'une balle dans le cœur par un membre du service d'ordre d'un concert de rock, à la porte de Pantin le 30 octobre.

L'Eglise Sainte-Geneviève au milieu de la cité où habite la famille Melyon était entourée d'une foule composée de parents, des familles amies, de la

communauté antillaise, de lycéens de la classe de Lucien et d'autres lycées de Paris et de banlieue. Jamais il n'y avait eu autant de monde dans cette ville, lors d'autres affaires.

Au cours de la cérémonie religieuse, un groupe de jeunes, antillais et français chante des reggae (musique populaire antillaise) et des chansons de Bob Marley. Puis toute l'assistance entonne «We shall overcome» (Nous vaincrons).

Le service religieux terminé, le cortège, précédé du portrait de Lucien, s'est déroulé longuement jusqu'à l'Hôtel de Ville où une série d'interventions ont eu lieu. Les témoignages poignants d'un camarade de classe de Lucien, puis de D..., membre du Comité de soutien se succèdent, malheureusement peu audibles ; puis c'est le tour de M. Pochon, maire de Garges-les-Gonesses... la sono est soudain beaucoup plus puissante et la longue intervention, saluée de sifflets lorsqu'elle cite le député PCF, la JC, se termine sans que soit mentionné une fois, ne serait-ce que le nom du Comité de soutien.

LA MOBILISATION DES LYCÉENS

Devant l'Hôtel de Ville, autour de la grande place nue, des groupes de jeunes se sont formés, discutent «Chez nous, à Balzac, on a mobilisé depuis hier, et ce matin on est intervenu toutes les heures ; on passait dans les classes : on faisait l'annonce, on faisait signer la pétition et

ils étaient plus de 5 000 à assister aux obsèques lundi de Lucien Melyon, tué par le Service d'ordre d'un concert de rock



on faisait la collecte : en même pas 2 heures, on a ramassé 300 F, et 300 signatures. A l'AG on a réuni 200 gars».

A propos du coup de chapeau, dans le discours, du maire à la JC, les réactions sont violentes «L'Un-

cal et la JC, quand on a été les voir, ont refusé d'appeler ! Et plus, en disant que ce n'était pas une affaire politique...!» Quant à la poursuite de l'action «On va finir les collectes et les pétitions et élargir la mobilisation, en allant voir les lycées environnants.»

LE MAIRE DEVANT LA FAMILLE

Après que le cortège soit allé de l'Hôtel de Ville au cimetière, quelques jeunes du Comité de soutien et amis de Lucien se regroupent devant l'entrée du 2 de la rue Alphonse Daudet.

«C'était vraiment bien, le monde et le silence qu'il y avait malgré tout» «Oui,

mais tu a entendu le discours de Pochon : 10 minutes au lieu des 3 imparties à chacun... Et la sono : on n'a presque rien entendu du lycéen et de D..., mais pour «monsieur le maire» la sono était parfaite !». «De toute façon, depuis le début ils ont maugouillé : on s'était entendu sur le fait que c'était le comité qui organisait les obsèques, que c'était la famille qui prenait la tête du cortège ; résultat : c'est la mairie qui a tout pris en main sans qu'on puisse faire quoi que ce soit, et pour le cortège, ils nous ont débordés, et sont passés devant la famille ! C'est scandaleux !»

Au fur et à mesure de l'arrivée des membres du Comité de soutien et des frères de Lucien, les choses se confirment : cette journée d'hommage à Lucien a mobilisé beaucoup de monde mais elle a été confisquée à la famille et au Comité de Soutien au profit de la mairie PCF «On s'en doutait» nous dit Christian, frère de Lucien, «On s'en doutait, mais à ce point-là...»

L'exaspération sourde contre la municipalité qui existait déjà a franchi encore un degré ce soir, et dans la continuation, et dans l'extension du travail du comité — conférence de presse, meeting... — en ce qui concerne la lutte contre la répression et pour l'instauration de loisirs nouveaux, qui sont les 2 axes principaux du comité, il y a de fortes chances pour que les contradictions s'aiguisent entre le comité et la municipalité.

Lettre ouverte à Joan Baez

(...) Le lundi 14 novembre, vous donnerez un récital au Pavillon de Paris. Le 30 octobre dernier, en ce même lieu, alors qu'il s'apprêtait à assister au concert de Peter Gabriel, notre ami Lucien Melyon, jeune guadeloupéen de 17 ans, a été roué de coups et achevé d'une balle en plein cœur, par un sbire du service d'ordre, organisé pour ce spectacle.

Il est mort parce qu'il était noir et jeune. Vous avez, des années durant, dénoncé les crimes de l'armée américaine au Vietnam (...). Plus d'une fois, vous avez exprimé votre indignation devant la violence sociale et raciste, dont sont victimes Chicanos, Porto-ricains et Noirs aux États-Unis.

En France, travailleurs antillais et émigrés sont souvent victimes de crimes racistes, encouragés par l'indifférence des pouvoirs publics et le climat entretenu par certains journaux réactionnaires et xénophobes. (...)

Aujourd'hui, les requins du show-business ont pris en main l'organisation des concerts. Ils en tirent des profits considérables. Ils entassent les jeunes dans des espaces clos ; des mercenaires armés les tiennent en respect. (...)

En fonction de vos engagements passés, votre présence cautionnerait les organisateurs et leurs méthodes. (...)

Des obligations vous lient certainement aux organisateurs. Mais le souvenir de Lucien Melyon ne vaut-il pas un contrat ?

Votre geste, si vous acceptez d'annuler ce concert, contribuerait puissamment à alerter l'opinion publique, afin que de tels faits ne se reproduisent plus.

LES AMIS DE LUCIEN MELYON
LE COMITÉ DE SOUTIEN LUCIEN MELYON

Congrès du Syndicat des Avocats de France
Quelle justice ?

Le 4ème congrès du syndicat des avocats de France s'est tenu à Strasbourg les 11, 12 et 13 novembre. Le thème de ce congrès, le droit à la justice a donné lieu à des interventions de plusieurs sections sur différents points. La section de Lyon a présenté une communication sur l'aide judiciaire. Mais le véritable débat a tourné d'une part sur la question des rapports avec la gauche et d'autre part sur la question de la justice de classe. Pour la direction sortante du SAF, il ne faut pas instaurer une nouvelle justice de classe à l'ancienne.

Quelle serait alors cette nouvelle justice ? Qui la rendrait et comment, au nom de quels intérêts ? Le débat n'a pas permis de le préciser. La section de Bordeaux a cependant fait remarquer qu'il fallait pousser plus loin l'analyse et que la façon dont le congrès avait été préparé, les prises de positions du syndicat en faveur du Programme commun, le refus non argumenté d'une justice de classe ne permettaient pas de mener à bien une telle analyse.

Après le report du budget sur la défense

L'ENJEU POLITIQUE DES ORIENTATIONS MILITAIRES GISCARDIENNES

● Après un débat où le groupe parlementaire RPR a particulièrement multiplié les critiques à l'égard du gouvernement, le vote sur les crédits d'équipement de la défense nationale a finalement été reporté à la fin du débat parlementaire en cours sur l'ensemble du budget, c'est-à-dire au 18 novembre. Dans le cours de la discussion au parlement, les principaux sujets abordés ont été la renonciation du gouvernement à la mise en chantier d'un sixième sous-marin nucléaire porteur de fusées stratégiques, la baisse de tonnage prévue pour la marine au cours des prochaines années, et le refus du gouvernement de fournir des précisions concernant l'exécution de la loi de programmation militaire votée au printemps 1976.

Le sixième sous-marin nucléaire stratégique ne sera finalement pas construit ; le ministre de la défense, pour justifier ce choix, a évoqué la nécessité de passer à la construction d'une «nouvelle génération» de ces engins. Il reste que ces sous-marins, d'une technologie nouvelle, qui devraient apparaître au début des années 1990, ne font pour l'instant l'objet d'aucun projet précis. Par ailleurs, en ce qui concerne la marine militaire, le rythme de construction prévisible, en fonction des chiffres budgétaires, ne permettra pas, loin de là, de maintenir son tonnage actuel, au fur et à mesure que les bâtiments actuellement en service tombent en désuétude.

«VOUS ÊTES EN RECU SUR LA DISSUASION !»

Tels sont les points d'achoppement les plus voyants qui ont amené les contradictions entre les députés du RPR et le gouvernement. Mais le fond du débat pourrait bien se trouver dans cette exclamation de Fanton, proche collaborateur de Debré : «Vous êtes en recul sur la dissuasion nucléaire, vous y renoncez même !». En fait, ce sont toutes les orientations militaires adoptées en 1976 pour les années allant jusqu'en 1982 qui se trouveraient alors en question.

Cette loi de programmation ramenait en effet la part de l'arme nucléaire dans l'équipement de l'armée française de 16,8 % en 1977 à 15 % en 1982. Or, par rapport au projet gaulliste initial, de nombreuses coupures ont déjà été faites : en particulier, les missiles stratégiques du plateau d'Albion, qui devaient originellement être au nombre de cinquante, se sont trouvés réduits à dix huit. L'abandon de la construction du sixième sous-marin vient renforcer cette tendance. Et, en présentant l'orientation de sa politique militaire, Giscard lui-même avait précisé qu'il s'agissait de mettre un terme à «l'impasse» faite sur le développement des armements classiques.

Or, notre bourgeoisie se

trouve face à des choix difficiles : consacrant seulement 3 % du produit national brut à l'effort militaire (soit moitié moins que les deux super-puissances), elle n'a pas aujourd'hui les moyens de développer de manière conjointe ses armements nucléaire et classique. Refuser «l'impasse» sur le classique revenait donc, en fait, à sacrifier pour une bonne part le développement de la force nucléaire.

L'ENJEU POLITIQUE

Cette discussion, apparemment technique, revêt une toute autre signification quand on sait que le choix gaulliste de développer l'arme nucléaire était en fait politique : il s'agissait, par la «discussion», d'assurer une indépendance de décision concernant la participation de la France à une guerre européenne menée par les deux super-puissances. Refusant de participer au dispositif militaire intégré de l'alliance atlantique, cette politique reposait entièrement sur la menace que l'arme atomique représenterait pour l'URSS au cas où elle chercherait à occuper militairement la France.

LA «BATAILLE DE L'AVANT»

Or, cette conception même des rapports entre la France et l'OTAN a été assez nettement remise en cause par Giscard et son chef d'état major, Méry, au printemps 1976. Le président de la République affirmait en effet : «Dans l'hypothèse d'un conflit en Europe, il n'y aura qu'un seul espace, et l'espace français sera, dès le départ, dans l'espace de la bataille qui sera générale». De son côté, Méry précisait : «Il n'est nullement exclu que nous participions à une bataille de l'avant», ajoutant qu'il était «difficile de concevoir une défense européenne totalement indépendante d'une alliance américaine». En clair, il s'agissait d'engager la France dans un conflit éventuel entre les Etats-Unis et l'URSS aux frontières de l'Allemagne de



l'Ouest. Ceci contrairement à la stratégie gaulliste de la dissuasion nucléaire, qui n'envisageait de participer à une guerre qu'en cas de menace directe contre le territoire national.

Ainsi, dans les rapports de forces qui se nouent entre les super-puissances et impérialismes secondaires, Giscard est-il apparu, sur le plan militaire comme sur les autres, comme l'homme qui enregistre l'impuissance de sa classe à assurer son existence d'une manière totalement indépendante de l'impérialisme américain.

DES FORCES DE REPRESSION

Au reste, cette bourgeoisie, qui tend à revenir à une politique plus atlantiste, ne veut pas, par ailleurs, renoncer à ses moyens d'intervention contre notre peuple ou contre les peuples du Tiers-Monde en lutte pour leur émancipation. C'est

ainsi que, définissant sa nouvelle politique militaire, Giscard a évoqué la «déstabilisation intérieure», c'est-à-dire les possibilités de mouvement révolutionnaire en France. De même, la «force d'intervention» continue à être entretenue, sous prétexte de garantir la sécurité de «l'approvisionnement» en matières premières pillées au Moyen Orient ou en Afrique. Ce sont ces troupes dont le matériel a servi à transporter l'armée marocaine au Zaïre, et qui actuellement sont utilisées comme une menace contre le Front Polisario et contre l'Algérie.

De ce point, il est vrai, les députés n'ont pas discuté : tant l'accord est évident, entre toutes les forces bourgeoises, pour ne pas mettre en cause la capacité répressive de l'impérialisme français, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Jean LERMET

Meeting de soutien à Klaus Croissant à la Sorbonne

Le Comité de lutte Sorbonne appelait jeudi soir à un meeting de protestation contre l'extradition de Klaus Croissant, avocat des membres de la RAF. Les participants s'étaient vu refuser le droit d'occuper l'amphi, initialement accordé par l'administration. Mesure qui donne une idée de la neutralité de Giscard dans le «délibéré» de la chambre d'accusation.

La réunion s'est donc tenue dans le hall de la bibliothèque centrale, les différentes interventions, notamment celle d'une avocate du Mouvement d'action judiciaire et le débat qui s'en suivit mirent clairement en évidence la nature et les enjeux de la campagne «anti-terroriste» ; la mise en place par

La manifestation contre l'extradition de Klaus Croissant interdite

«La manifestation contre l'extradition de Klaus Croissant appelée par 26 personnalités pour le 15 novembre vient d'être interdite.

«L'affaire Croissant met en question des droits démocratiques élémentaires : les déclarations de Peyrefitte, ministre de la Justice, montraient que le gouvernement s'apprête à porter atteinte :

- à l'indépendance de la justice par rapport au pouvoir politique ;
- au principe de non-extradition pour des raisons politiques ;
- au droit d'asile politique ;
- aux droits de la défense.

«L'affaire Croissant devient aussi un prétexte pour porter atteinte à d'autres droits fondamentaux :

- le droit de réunion avec l'interdiction faite de tenir dans l'enceinte de la Sorbonne un meeting d'explication sur l'affaire Croissant, en violation d'un droit acquis en 1968 et inscrit dans la loi ;
- le droit de manifestation avec l'interdiction de celle prévue pour le mardi 15 novembre pour la défense de Klaus Croissant.

«Les travailleurs, les démocrates n'accepteront pas ces restrictions graves et inquiétantes à leurs libertés d'expression et de manifestation».

OCT, LCR, CCA, PSU, PCRml, EE
Comité pour la libération de Klaus Croissant

Tribune libre



Faillite à droite, cassure à gauche

QUE FAIRE POUR 78 ?

Le Parti Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste
expose ses propositions sur FR 3

Mercredi 16 novembre à 19 H 40

- Préparons nous à la lutte
- Préparons l'alternative révolutionnaire

Que faire pour 78 ?

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

A L'APPEL
DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
MARXISTE LÉNINISTE

DIMANCHE
27 NOVEMBRE
PARIS

SALLE MUTUALITÉ 14 H

AVEC 6 DÉBATS :

- Quel est le véritable projet du PCF ?
- Quelle unité pour 78 ?
- Quel socialisme pour la France ?
- Où en est la situation internationale ?
- Qu'est-ce que l'euro-révisionnisme ?
- Français - Immigré, une seule classe ouvrière

Correspondant
Sorbonne

Conseil National du PSU

QUELLES PERSPECTIVES ?

Prévu initialement pour donner la dernière main au programme ébauché au Congrès de Strasbourg (janvier 77), le Conseil National du PSU, réuni les 11-12-13 novembre à Limoges a largement été consacré à l'examen de la situation politique issue de la rupture de la gauche, et partant de là, à l'attitude du PSU pour les législatives.

Adopté par 73 % des mandats, la résolution politique explique l'échec du programme par le fait que dès 1972, « il ne correspondait pas aux données nouvelles de la lutte des classes. » Sans vouloir se prononcer sur les responsabilités dans la querelle de la gauche, le PSU considère que le PCF cherche à compenser sur le terrain social « ce qu'il a pu perdre face au PS sur le terrain électoral. C'est pourquoi « il recherche le soutien des forces autogestionnaires (...). Cette volonté de rapprochement, mais aussi la montée des aspirations autogestionnaires, l'a amené à modifier ses positions sur des sujets aussi fondamentaux comme l'autogestion, le contenu des nationalisations, l'initiative laissée aux travailleurs pour les transformations sociales. » Ce point de vue du PSU s'appuie notamment sur la rencontre qu'il a eue avec le PCF le 4 novembre : le PSU estime donc « positive la récente évolution du PCF. »

UN PAS VERS LE PCF

Au delà, semble-t-il, des courants qui continuent à s'exprimer avec vigueur dans ce parti (le courant C, qui s'intitule « courant communiste autogestionnaire » se maintient à environ 10 % des mandats, alors que le courant B du Congrès de Strasbourg a scissionné pour donner naissance aux CCA), au delà donc de l'expression de ces « sensibilités », cette question des rapports avec la gauche, et principalement avec le PCF, a traversé le Conseil National. Comment concilier cet indiscutable rapprochement du PCF, et la volonté toujours réaffirmée de participer d'un « front autogestionnaire » avec les « mouvements » (femmes, écologistes, etc.) et l'extrême gauche.

DES INTERROGATIONS A LA BASE

Cette attitude ambiguë ne pose pas de problèmes à la direction du PSU. Pour M. Monsel, il y a trois forces, les réformistes, les étatistes du PCF et les autogestionnaires. Il s'agit donc d'introduire ces derniers dans les débats et invitations des deux premiers. C'est ce qui justifie à ses yeux les alliances avec la gauche aux municipales : le PSU y a gagné « en crédibilité et en respectabilité » selon les dires d'un membre de sa direction.

Cette cécité devant l'antagonisme entre les luttes et les aspirations qui se dégagent dans la classe ouvrière principalement et les projets bourgeois du PS ou du PCF, a été souligné, avec des nuances, par plusieurs délégués : comment, à la base, réaliser des accords avec les autogestionnaires et le PCF, dans la mesure où ils sont radicalement en contradiction. Comment comprendre qu'au moment même où des discussions au sommet ont lieu entre PSU et PCF, des militants du PSU soient agressés par des membres du PCF, qu'à Montefibre, le PCF s'oppose, y compris par la force, à la CFDT où militent les membres du PSU ? Autant de questions qui sont restées, et pour cause, sans réponse.

La résolution finale réaffirme à la fois la volonté du PSU de discuter avec les partis de gauche, tout en tentant de construire, pour les législatives, un « front autogestionnaire » jouant automatiquement le jeu du désistement pour le candidat de gauche le mieux placé au second tour. Ce ne sont pas les fédérations qui auront à se prononcer sur d'éventuelles exceptions, mais bien une commission issue du Conseil National, et où le poids de la direction sera prépondérant.

Cette complaisance devant l'offensive actuelle du PCF (dont on se demande bien, dans les faits, en quoi il a peu évolué sur son projet de capitalisme d'Etat, que le PSU reconnaît sans en reconnaître les conséquences) n'est pas sans inquiéter. On a vu pendant trois jours le PSU s'illusionner sur la « percée » dans les partis de gauche de ses idées autogestionnaires, se préparer à accueillir les militants désabusés du PCF ou du PS, et croire qu'enfin « son heure est arrivée » en se faisant le porte-parole des authentiques mouvements de lutte auprès des partis bourgeois. A la croisée des chemins, et sans que les hésitations de l'ensemble du parti ne soient levées, le conseil national du PSU fait un mauvais pas.

N. DUVALLOIS

Comité Central du PCF ouvert à la presse

UNE OPÉRATION DE BLUFF

● Pour la première fois jeudi, le parti de Marchais tenait son comité central en présence de la presse. Comité central particulièrement surfait où aucune intervention ne s'est faite l'interprète des doutes et des désaccords d'une partie de la base au sujet de la ligne actuellement suivie par le PCF. Plus encore que d'ordinaire cette instance aura révélée à quel point elle joue un rôle négligeable dans l'élaboration de la ligne du PCF. Alors que ce CC était centré quasiment exclusivement sur la question du recrutement et sur les attaques contre le PS, Marchais en a profité pour tenter de se dédouaner de l'accusation de capitalisme d'Etat.

611 000 ADHÉRENTS ?

« Nous sommes 611 000 communistes près de deux mois avant la date fixée pour atteindre 600 000 » a indiqué Paul Laurent dans son rapport qui était très largement consacré à la question du recrutement. Puisque le PCF avait la presse à portée de la main, pourquoi, s'était-il dit, ne pas en profiter pour marteler encore une fois cette

avec netteté le caractère fantôme de beaucoup d'adhésions. Le bulletin de la cellule du PCF à la faculté d'Orsay est beaucoup moins optimiste que le rapport Laurent ! Il fourmille de supplications en direction des chercheurs en essayant de les convaincre « qu'il ne faut pas juger le PCF sur le comportement de certains de ces militants... » Réellement une tentative de

leurs effectifs de plus de 30 %, 15 de plus de 20 % et vingt et une de plus de 15 %. Un rapide calcul montre que quarante deux fédérations seulement sont concernées par ces statistiques ; il faut donc en conclure que plus de cinquante connaissent un développement bien plus lent compte tenu de la manipulation des chiffres.

« LA PROCHAINE FOIS ? »

Les attaques contre le PS (c'est le deuxième thème ressassé par ce rassemblement-spectacle), n'ont pas manqué. Rien de nouveau dans ce chapitre sinon le rappel que le PS n'est pas insensible aux sirènes de la droite. La plupart des intervenants y sont allés de leur petit couplet, feignant de s'indi-

aller au gouvernement gérer la crise dans l'intérêt du grand capital (...) Il faut donc que chacun s'en persuade : nous ne varierons jamais sur ce point. Ni en novembre. Ni en décembre. Ni en janvier. Ni après. » S'il ne suspendait pas la menace d'une rupture plus prolongée, le chantage de Marchais sur son partenaire serait totalement inopérant. Aussi la petite phrase, glissée aux journalistes : « Si ce n'est pas pour cette fois, ce sera pour la fois prochaine », était-elle évidemment calculée dans le but de faire encore monter les enchères, alors que la dernière convention du Parti socialiste en avait fait autant de son côté.

LES VIEUX VIN DANS LES OUTRES NEUVES

Au demeurant, l'insistance mise par les dirigeants du PCF à rappeler leur nouvelle découverte : la collusion entre le PS et la fraction de la bourgeoisie actuellement au pouvoir, vise aussi à laisser dans l'ombre les questions que les travailleurs, de plus en plus nombreux, se posent sur le projet du PCF lui-même. Ce qui n'empêche qu'il se trouve malgré tout contraint de tâcher en toute hâte de colmater la brèche ouverte de ce côté-là. Ainsi, dans son discours, Marchais n'a pas manqué de reprendre les thèmes déjà soulignés lors de la rencontre avec la CFDT, et qui tendent à dédouaner le PCF de sa pratique bureaucratique et fondamentalement opposée aux intérêts et aux aspirations des masses.

Le vocabulaire nouveau qui est employé à cette occasion ressemble fort à ces récipients neufs par lesquels on cherche à habiller un vieux contenu qui reste le même.

François MARCHADIER



Une visible satisfaction de disposer ainsi de la presse pour une grossière opération de bluff.

idée que le PCF est le premier parti de France du point de vue des effectifs ; et surtout, des deux principaux partis de gauche, celui qui se développe le plus vite depuis que la crise a éclaté. Chiffres et statistiques fournis n'ont pourtant qu'un très lointain rapport avec la réalité. Nous avons publié il y a quelques jours une correspondance d'un ouvrier de Brandt à Lyon qui montrait

rencontre entre des responsables et les travailleurs de Chausson en Seine Saint Denis, s'était soldée également par un fiasco. 611 000 adhérents ? Des chiffres exacts... pour autant qu'on les divise par deux.

Le rapport Laurent pour autant qu'on lise entre les lignes révèle cependant quelques difficultés. Ainsi on nous affirme que six fédérations ont augmenté

gnier en découvrant d'une situation vieille comme le PS. Notons cependant que Marchais a été extrêmement discret sur cette question, laissant le soin aux autres orateurs de « ferrailer » contre son partenaire. Ni Marchais ni personne n'a d'ailleurs expliqué pourquoi il tenait tellement à s'allier avec Mitterrand puisqu'il est si compromis. « Il ne faut pas compter sur nous pour

Assises nationales du mouvement écologique

Pas de désistement au second tour

Le mouvement écologique, composante de « Écologie 78 » qui regroupe plusieurs dizaines d'associations de défense de l'environnement a tenu ses assises ce week-end à Mulhouse. Plusieurs commissions se sont constituées sur les questions de la défense nationale, de l'habitat et de l'urbanisation, de l'agriculture, de l'énergie... en vue d'élaborer un programme pour les prochaines élections législatives. Le mouvement écologique refuse de donner des consignes de vote pour le second tour des élections de 78 et de se désister pour des candidats « verdâtres ».

Achetez tous les jours le Quotidien du Peuple dans le même kiosque

Les dénégations peu convaincantes de Marchais

« Il faut que notre économie ne soit plus dominée par les impératifs de la rentabilité de quelques grands empires capitalistes, mais par une rentabilité nouvelle, (...) sociale et nationale (...) Ainsi les entreprises ne seront plus des bagnes et les travailleurs des robots. Ainsi on leur permettra pas seulement de dire leur mot, on suscitera la participation de tous à la gestion, à la prise de décision pour tout ce qui les concerne (...) Il y en a assez de ce centralisme, de cet autoritarisme (...) Qu'on ouvre largement au vent de la démocratie les fenêtres des communes, des régions, de l'Etat ; qu'on brise la tutelle paralysante du pouvoir central sur l'ensemble des activités sociales ; qu'on dépoussièrera profondément l'administration (...) Chez nous, pas de sujet tabou, pas de crime de lèse-dirigeant, pas de bureaucrates et d'arrivistes (...), pas de limite à la démocratie, pas de menaces et pas d'exclusions (...). »

Avouant à mi-mot que certains ne sont pas d'accord avec la ligne actuelle : « C'est vrai qu'on n'a jamais tant discuté dans le PCF. Oui, comme jamais, on discute et comme jamais les communistes n'ont été aussi unis autour de leur parti. »

Giscard et le Shah d'Iran

UNE AMITIÉ DE LONGUE DATE

Les relations nouées entre les deux pays dans les années 65-66 au cours des grandes tournées mondiales par lesquelles de Gaulle avait essayé de placer l'impérialisme français dans des zones où il n'était guère implanté, ont pris un certain essor à partir de 1970. Mais l'impérialisme français n'arrivait guère à percer en-dehors des entreprises de services. Les grands projets auxquels participaient les firmes d'ingénierie françaises se réalisaient la plupart du temps avec du matériel qui n'était pas français. Cela devait prendre un autre cours à partir de 1974 avec les «fabuleux contrats» que Chirac, alors premier ministre, avait commencé de négocier et qui étaient chiffrés à 50 milliards de francs. Giscard a essayé de les transformer en commandes fermes lors d'un voyage qu'il effectuait en octobre 1976. Parmi ceux-ci, les principaux projets commencent seulement à avoir un début de réalisation. Les commandes de deux centrales nucléaires ont été confirmées lors d'un voyage que Poniatowski, émissaire spécial de Giscard, a effectué au mois d'octobre. 60 % de la commande seront payés à l'aide d'un prêt financier de 10 milliards de francs, accordé par le gouvernement français. Le Shah remboursera le prêt et paiera les 40 % restants en pétrole. Le Shah a également commandé 4 «Airbus» mais n'a pas confirmé ses commandes de «Concorde». Quant au projet d'équipement téléphonique par la France, il est au point mort : accepté en principe par les postes iraniennes avec lesquelles il a été négocié, il a été rejeté en conseil des ministres.

● Le shah d'Iran vient d'effectuer un discret voyage à Paris où il doit revenir après avoir rencontré Carter à Washington. Des «relations privilégiées» se sont tissées entre le régime du shah et Giscard d'Estaing au cours des dernières années : l'impérialisme français espère recevoir en particulier, à titre de contre-partie pour sa collaboration policière et son soutien au régime du shah de nombreuses commandes dans l'aéronautique, le nucléaire, les usines clés en main, où il n'a pu atteindre le niveau ni des USA, ni du Japon, ni de la RFA, et dans le domaine militaire où dominent absolument les États-Unis. Ces relations peuvent être pour le shah l'occasion de montrer à Carter, qu'éventuellement il pourrait s'accommoder de désaccords avec l'administration américaine et trouver auprès de Giscard un de ses appuis pour poursuivre sa propre politique.

TERRE DE PRÉDILECTION

Si le gouvernement français n'a pas encore obtenu la réalisation de toutes ses expériences et s'il n'a pu ouvrir largement aux entreprises françaises le marché iranien, il a fait de la France pour les dignitaires du régime du Shah et pour sa police une terre de prédilection. La police iranienne, elle, a quasiment pignon sur rue à Paris, où nul n'ignorait au ministère de l'Intérieur, que la SAVAK, la police politique au service du trône impérial, occupait une grande partie des employés de l'ambassa-

de, sans parler d'un personnel moins officiel. L'attentat contre un chef de la SAVAK à Paris en novembre 76 révélait l'ampleur de la collaboration entre les polices du Shah et de Giscard : les journaux iraniens avaient eu connaissance de pièces du dossier des étudiants arrêtés qui n'avaient pas été rendues publiques en France. L'enquête menée par la police française avait visé, au moyen de machinations grossières, à toucher les organisations étudiantes qui constituent un important secteur de l'opposition au régime iranien à l'étranger.

Par ailleurs, le récent attentat contre la sœur du Shah révélait qu'elle avait élu domicile en France, entre les luxueux appartements de l'avenue Foch et une propriété à Antibes. Le Shah lui-même s'est offert une grande terre en Provence où il songe peut-être à se réfugier lorsqu'il aura perdu son trône.

En transformant la France en terre de prédilection pour la SAVAK, en multipliant les contrats avantageux au régime iranien, l'impérialisme français contribue assurément à la consolidation d'un régime qui exerce une dictature féroce contre son peuple. Toutefois, une crise économique s'approfondit, menaçant les «plans de développement» du régime. Surtout, des actions de protestation regroupant des dizaines de milliers de personnes ont eu lieu à plusieurs reprises ces derniers mois, tandis que d'importants mouvements de masse contre les conditions de vie imposées par le régime et des grèves ouvrières ont pris une récente extension.

Grégoire CARRAT



Exécution d'opposants iraniens en 71

Afrique du Sud : rafles monstres, 600 arrestations

Jeudi dernier, la police raciste a investi deux ghettos africains proches de Pretoria : Atteridgeville et Saulsville. Elle a barré les routes et effectué des contrôles systématiques des papiers. Des hélicoptères permettaient aux flics d'avoir une vue d'ensemble des opérations. En tout, plus de 600 Noirs ont été arrêtés, parmi lesquels 200 jeunes. Ceux-ci pourraient être déportés : il s'agit d'une mesure de répression contre la grève des cours suivie par les lycéens contre le système scolaire raciste. Cette nouvelle vague d'arrestations confirme l'inefficacité des «pressions» que Carter préconise pour mettre fin au système raciste : loin de reculer, le gouvernement de Vorster aggrave sa politique.

URSS - Norvège : accord provisoire

Le gouvernement norvégien vient d'approuver un accord provisoire avec l'URSS pour la pêche dans la Mer de Barents. Mais cet accord ne donne pas de solution à la controverse entre les deux pays, sur une zone de 67 000 kilomètres carrés. L'URSS a englobé unilatéralement cette zone quand elle a instauré sa zone économique de 200 milles marins, au début de cette année.

Thaïlande : constitution fasciste

Après le coup d'Etat du 20 octobre en Thaïlande le roi Bhumibol a nommé le général Chamanand, responsable de ce coup d'Etat, premier ministre. En même temps, il a promulgué une nouvelle constitution qui donne les pleins pouvoirs au premier ministre. Celui-ci, après avoir consulté les 23 membres de la junte militaire a le droit de prendre «toute mesure qu'il estime nécessaire contre des activités antinationales». En prenant cette décision qui constitue un soutien total à la junte fasciste et à sa politique de répression, le roi, qui avait joué un rôle important dans le coup d'Etat de 1976, achève de se démasquer aux yeux des

TUNISIE

Une série de grèves et de manifestations a touché toutes les régions du pays pour protester contre la répression des activités syndicales et les menaces de mort lancées contre le secrétaire général de l'UGTT.

ITALIE

Plusieurs milliers de manifestants protestant contre la fermeture des sièges du mouvement «Autonomia Proletaria» ont affronté la police dans plusieurs villes d'Italie le week-end dernier.

SOMALIE : EXPULSION DE L'URSS

Le gouvernement somalien vient d'annoncer l'abrogation du «traité d'amitié» signé avec l'URSS en 74, l'annulation des facilités accordées à la flotte soviétique, la réduction massive du personnel diplomatique soviétique. Il rompt ses relations diplomatiques avec Cuba. Ce geste de rupture que vient de faire le gouvernement de Mogadiscio est le résultat d'un processus qui a duré près d'un an.

En décembre 1976, par un accord secret, l'URSS s'engageait à accorder à la junte militaire du DERG éthiopien une aide militaire remplaçant entièrement celle des États-Unis. Après le coup d'Etat de février 1977 qui élimine une fraction du DERG moins favorable à l'URSS, Mengistu annonce offi-

ciellement ces livraisons d'armes. Elles seront accompagnées de «conseillers» soviétiques et cubains. Dans un premier temps, cette intervention du social-impérialisme appuie la «marche rouge» entreprise par le DERG contre le peuple érythréen. Puis, à partir du mois de juillet, c'est de plus en plus vers le conflit de l'Ogaden, opposant l'Éthiopie et la Somalie, que le DERG soutenu par l'URSS, porte son effort de guerre.

Le président de la Somalie, Siad Barre, marque vite son inquiétude au sujet de l'attitude de l'URSS d'autant plus que son armée reste très dépendante de l'URSS qui l'a équipée et formée. En juillet, dans une interview à *Newsweek* Siad Barre se défend de

vouloir rompre avec l'URSS, mais déclare «La Russie n'est pas différente des autres grandes puissances étrangères à la région qui poursuivent ce qu'elles pensent être leurs propres intérêts». Alors que le conflit de l'Ogaden se développe, le gouvernement somalien, membre de la Ligue Arabe, obtient une aide de l'Arabie saoudite. Alors que les puissances occidentales s'étaient engagées à lui fournir des «armes défensives», elles y renoncent à l'initiative de Carter.

Le 30 août, Siad Barre fait un voyage à Moscou, mais revient rapidement : la conciliation est impossible. Peu après, la presse soviétique condamne publiquement la Somalie dans le conflit de l'Ogaden. L'URSS accélère ses

livraisons à l'Éthiopie en envoyant par avion de transport Antonov des tanks et des chasseurs que les techniciens soviétiques assemblent sur place. Le 21 octobre, à l'occasion de son discours pour la fête nationale, Siad Barre dénonce publiquement l'intervention militaire de l'URSS et de Cuba dans la corne de l'Afrique. Il demande aux Occidentaux de «prendre leurs responsabilités». De nombreux incidents se seraient produits entre les conseillers soviétiques et la population en Somalie.

Aujourd'hui, alors que les combats continuent en Ogaden sans qu'on puisse prévoir de décision rapide, la Somalie consacre une rupture avec l'URSS acquise dans les faits. Elle

dispose ainsi d'arguments supplémentaires pour demander l'aide des pays arabes et des impérialismes occidentaux. Ce n'est pas pour autant qu'il faudrait en conclure qu'elle va s'inféoder au camp occidental. Aujourd'hui, l'expulsion du social-

impérialisme de Somalie constitue pour lui une défaite cinglante, dans cette région de la Corne, que Brejnev a choisie comme terrain de manœuvre pour poursuivre son implantation en Afrique et contrôler les routes maritimes du pétrole.

ETHIOPIE

Mengistu, dirigeant de la junte militaire éthiopienne, le DERG, a fait exécuter dimanche Atnafu Abate, vice-président du DERG, accusé d'avoir «comploté pour rétablir le capitalisme et instaurer une dictature militai-

re». Rappelons qu'au cours du coup d'Etat de février 1977, Mengistu avait fait tuer le chef d'Etat Teferi Bante et qu'il aurait fait assassiner récemment son principal conseiller politique Haile Fida.

abonnez-vous



Le quotidien du peuple

LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRM
- Pékin Information
- La Chine en Construction
- Reception du Manifeste pour le Socialisme

et à un livre ou un disque au choix

- Le tome V de Mao Tsé Toung, dès sa parution en France

Parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paule Lejeune)
- La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
- Les enfants de Xisha (Haoran)
- Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
- La Commune de Paris (Lissagaray)
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)

Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Viva la Vida, Carlos Andreou
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : Checca
- Chile Resistencia
- Naussac
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)
- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRM

NOM (en capitales)
Prénom
Adresse
Ville Date

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
..... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

SAHARA : NOUVELLES MENACES MAROCAINES

Dans une conférence de presse et une interview à France-Soir, Hassan II a répété ses menaces d'attaque contre les camps de réfugiés sahraouis en Algérie au nom du «droit de suite». Il a même étendu ce droit de suite non seulement en cas d'offensive du Front POLISARIO au Maroc, mais aussi en cas d'attaque en Mauritanie. Refusant toujours obstinément toute reconnaissance du peuple sahraoui, il n'a cessé de mettre en cause dans ses déclarations l'Algérie. Il a d'autre part calomnié le Front POLISARIO en prétendant que celui-ci lui avait envoyé un émissaire pour négocier son «lâchage» de la Mauritanie : il s'agit de faire croire que le peuple sahraoui cherche à renverser les régimes expansionnistes, alors qu'il défend son territoire national.

A Alger, les négociations se poursuivent entre Chayet, l'émissaire de Giscard, et le Front

POLISARIO. La première série d'entretiens n'a donné lieu qu'à un échange de positions, la France refusant de négocier puisque le gouvernement ne veut discuter que des techniciens français et se prétend neutre, tandis que le Front demande des comptes à la France sur son intervention. Il n'est pas évident que Chayet soit porteur d'éléments supplémentaires pour la deuxième série d'entretiens. Dans ces conditions, on peut se demander si ces conversations ne sont pas destinées à donner l'illusion que Giscard négocie, alors même que le dispositif d'intervention en Mauritanie se renforce parallèlement aux nouvelles menaces d'Hassan II. Ce n'est pas un hasard si les journalistes qui avaient annoncé l'arrivée des parachutistes ont été «priés» de quitter Zouérate. En les cantonnant dans la capitale Nouakchott, le régime mauritanien veut cacher au monde la réalité de l'intervention française.

Bégin massacre au Liban et parle de paix à Sadate

C'est au moment même où il continuait à bombarder les villages du Sud Liban que le premier ministre sioniste Begin a fait une

déclaration hypocrite et démagogique en réponse aux propositions de négociations de Sadate. Il a notamment déclaré :

«Concluons tacitement un serment : plus de guerre, plus d'effusion de sang, plus de menaces. Engageons-nous sur la voie de

l'amitié, d'une coopération sincère et fertile. Nous pouvons nous aider mutuellement... Ce sera pour moi un plaisir de recevoir votre président avec l'hospitalité traditionnelle que nous avons héritée, vous et nous, de notre aïeul commun, Abraham.»

Un porte-parole du gouvernement égyptien a répondu à Begin que Sadate pourrait se rendre en Israël à condition que les sionistes acceptent d'évacuer les territoires occupés et de reconnaître un État palestinien. L'Égypte précise également qu'elle n'est pas prête à signer un traité de paix séparé avec Israël.

Le porte-parole égyptien a dénoncé le fait que Begin s'adresse uniquement à l'Égypte, alors que «dans toutes les guerres contre l'expansionnisme sioniste, elle n'était pas seule». Pourtant, par sa démarche initiale, Sadate ne tombe-t-il pas dans le piège d'une négociation séparée et d'une reconnaissance de l'entité sioniste ? En conclusion, le porte-parole égyptien a déclaré : «Nous aurions voulu que le peuple égyptien, la nation arabe et le monde entier entendent M. Begin répondre à la question suivante : cet appel est-il opportun alors que des territoires sont occupés et les droits d'un peuple ignorés ?» Begin devait renouveler officiellement son invitation à Sadate mardi, à la Knesset, le Parlement sioniste.

Communiqué du Front Polisario

Dans un communiqué du 9 novembre, le Front Polisario répondait ainsi aux premières menaces d'Hassan II.

La déclaration du Roi reprend de nouveau ce à quoi il nous a habitué : à savoir, le chantage, la menace et l'intimidation de la communauté internationale pour imposer le fait accompli. Cette vaine tentative de poser le problème hors de son cadre légitime — qui reste celui de la décolonisation du Sahara occidental — en usant du chantage au fait accompli, intervient au moment où les organisations internationales, O.N.U. et O.U.A., qui restent toujours saisies du problème, en débattent ou s'approprient à le faire. (Le débat qui se déroule actuellement à la Commission des Nations-Unies a révélé de nouvelles prises de positions en faveur du peuple sahraoui.)

Le régime marocain ne peut plus tromper personne. Nous sommes sûrs que la Communauté Internationale et les organisations compétentes sauront ne plus céder à ce chantage provocateur qui essaie de s'opposer à la charte et aux résolutions internationales, à leurs principes et à leur législation, en recourant particulièrement à la force et à l'intimidation.

Mais malheureusement, on constate qu'un pays africain se fait l'écho des déclarations de menace et d'intimidation du Roi du Maroc, contribuant ainsi à faire monter la tension dans la région au lieu d'essayer de l'apaiser.

Mais la voie choisie par le peuple sahraoui, pour imposer sa souveraineté et recouvrer l'exercice de son droit légitime à l'indépendance, est connue de tous : la lutte armée.

Fait le 9 novembre 1977

OPEP : Préparation du prochain sommet

La commission économique de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole a terminé le 11 novembre, ses travaux destinés à préparer la conférence de Caracas qui doit fixer le 20 décembre, les prix du pétrole pour 1978. Cette commission a calculé le taux d'inflation des pays industriels, qui doit servir de référence à

cette revalorisation : le chiffre de 10 % a été retenu. Pour éviter un désaccord sur les prix comme celui qui était intervenu au début de cette année, les pays producteurs de pétrole se concertent : ainsi, le ministre vénézuélien du pétrole a effectué une tournée dans plusieurs pays membres.

Au cours d'un séminaire qui est tenu en octobre, le secrétariat de l'OPEP avait, d'autre part, exposé aux compagnies internationales les revendications à long terme de l'Organisation. Le vice-président de la société algérienne Sonatrach avait expliqué à cette occasion que le pétrole devait pour être concurrentiel avec les sources d'énergie nouvelles, et en tenant compte de l'inflation en quelques années, augmenter de 50 %. L'OPEP a également avancé des exigences sur le développement des moyens industriels et commerciaux des pays producteurs. L'Organisation demande en effet : le transfert dans les pays producteurs d'opérations qui suivent la production (pétrochimie, raffinage), l'ouverture des marchés des pays industrialisés à leurs exportations de produits dérivés du pétrole, l'attribution aux flottes marchandes des pays producteurs d'une part notable du fret pétrolier. En effet, le secrétaire général de l'OPEP a rappelé que les pays membres n'ont que 6 % de la capacité mondiale de raffinage, 3,2 % de la production pétrochimique et ne transportent sur leurs flottes que moins de 3 % de la production de l'OPEP.

Café : conférence mondiale lundi à Londres

Une conférence mondiale des pays producteurs devait se réunir lundi à Londres. Elle est convoquée à l'initiative des deux principaux producteurs, le Brésil et la Colombie. Ces deux pays n'avaient jusqu'ici pu coordonner leur politique des prix face à la situation actuelle : baisse régulière après la hausse de l'année dernière. Au cours d'une réunion qui a eu lieu au début de ce mois, le Brésil et la Colombie sont parvenus à un accord. La conférence des producteurs doit dégager un point de vue unifié de ces pays en vue de la réunion de l'Organisation Internationale du Café à Rio de Janeiro le mois prochain, où ils feront face aux «consommateurs», c'est-à-dire les pays impérialistes.

PROGRAMME TÉLÉ

Lundi 14 novembre

TF 1

19 h 45 - Eh bien, raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Pépé le moko. Film fran. de Julien Duvivier (1936), avec Jean Gabin. Pépé le moko, gangster parisien pourchassé par la police, se réfugie dans la Casbah d'Alger. Mais il a la nostalgie de Paris. Il s'éprend de Gaby, une touriste de passage à Alger.
 22 h 00 - Pour le cinéma
 23 h 00 - Journal et fin

A 2

20 h 00 - Journal
 20 h 30 - La tête et les jambes
 21 h 55 - Personnages de la vie : Claude Charme. Un ancien détenu qui a passé une licence en droit en prison, parle de ses quinze années passées derrière les barreaux.
 22 h 50 - Bande à part. Henriette du matin au soir
 23 h 15 - Journal et fin

FR 3

20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Le concierge. Film français de Jean Girault (1973) avec Michel Galabru, Alice Sapritch et Jean Carmet, Daniel Prévost. L'ascension sociale d'un concierge arriviste d'un immeuble grands bourgeois. Un comique qui n'élève guère.
 21 h 55 - Journal et fin

Mardi 15 novembre

TF 1

20 h 00 - Journal
 20 h 30 - L'eau sale. Dramatique de R. Rouleau. Conte allégorique sur la pollution de la Seine. Un jeune garçon à la découverte de la Seine et de ses pollueurs. Le sujet est traité sur le mode du conte pour enfants, mais le dossier de la pollution est lui très sérieux. Il faut voir cette émission pour ce qu'elle dit de la pollution et pour la manière originale dont le sujet est traité.
 22 h 00 - Pleine page. Emission littéraire
 23 h 30 - Journal et fin

A 2

20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Les dossiers de l'écran. Plus dur qu'on ne pense. Débat : la campagne d'Italie. Un film anglais sert de hors d'œuvre au débat sur la campagne d'Italie auquel participent plusieurs généraux et historiens. Le général Zeller, un des quatre du quateron d'Alger, chef de l'organisation fasciste criminelle OAS est invité.
 23 h 30 - Journal et fin

FR 3

19 h 40 - Tribune libre.
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Western, aventure. Le souffle de la violence. Film américain de R. Maté. 54, en version française avec Ford Glenn. Un éleveur de l'Ouest refuse de vendre ses terres à un riche propriétaire terrien qui fait qui fait régner la terreur.
 22 h 00 - Journal et fin

CINEMA

HARLAN COUNTY USA

de Barbara KOPPLE



Nous avons déjà parlé de ce film exceptionnel (QdP du 11 octobre 77) qui nous fait découvrir une Amérique ignorée : celle des prolétaires et de leurs luttes. L'intérêt de ce film justifie qu'on y revienne pour apporter certains éléments sur les syndicats américains et les compagnies houillères, qui permettent une meilleure compréhension du film. Un lecteur américain nous a apporté sur ce film des éléments d'appréciation par rapport à l'exploitation capitaliste aux USA.

Ce film produit entièrement en-dehors de la grande industrie cinématographique, a connu un grand succès, bien qu'il n'ait pas été lancé par une campagne publicitaire. Malgré ses qualités politiques, ce film n'est pas dangereux

pour les capitalistes monopolistes qui n'y sont pas mis en cause.

«Harlan County» a été tourné en direct pendant une grève de mineurs qui a duré treize mois, les mineurs s'affrontent à une compagnie charbonnière, Duke Power, à ses tueurs et aux dirigeants vendus du syndicat. Les syndicats américains collaborent étroitement avec le capital, il sont proches de ce qu'est FO en France et concourent, en entente avec le patronat, à assurer la paix sociale. Le film montre la lutte des mineurs pour renverser la direction traitre du syndicat. Ils y parviennent, mais les nouveaux dirigeants du syndicat vont sombrer également dans la collaboration de classe.

La situation à Brookside

est très particulière, elle n'est pas représentative de la situation d'ensemble des formes de l'exploitation aux USA. Le patron de la Duke est un patron rétrograde qui refuse de signer comme les autres patrons avec le syndicat. Ainsi, il met en cause la paix sociale que les autres patrons s'efforcent de réaliser avec l'aide des syndicats.

Les grandes compagnies pétrolières contrôlent de plus en plus les mines de charbon. Leurs profits ne dépendent pas de la syndicalisation ou non des mineurs ; elles peuvent supporter une certaine augmentation des charges salariales dans la mesure où la modernisation leur permet de réduire les effectifs. Duke Power par contre est une entreprise archaïque qui ne peut tenir,

face à la concurrence des grandes compagnies qu'en surexploitant ses ouvriers.

Le film de Barbara Kopple ne montre de la lutte de classes aux USA qu'un aspect marginal. Les patrons s'efforcent, avec les directions syndicales, de maquiller l'exploitation des ouvriers.

Malgré tout, ce film est un document exceptionnel sur une lutte ouvrière aux USA. Il abonde en témoignages qu'on ne voit jamais dans les autres films US sur l'exploitation des mineurs, la conscience ouvrière, le rôle des femmes dans les luttes, l'appropriation par les travailleurs en lutte de leur histoire, grâce aux femmes qui sont un peu la mémoire collective des luttes et de l'exploitation subie,

B.B.

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
 copyright Édition Denoel

116^e épisode

Dans ses yeux, je voyais la joie, l'enthousiasme, et je pensai : « Voilà Lucien en modèle réussi. »

Je restai jusqu'à la fin, jusqu'à l'instant où le spectacle de la place déserte écorcha ma confiance. En rentrant à regret, je me répétais, pour moi-même, bêtement : « res publica, chose publique. » Arezki ne téléphona pas, mais je m'inquiétai à peine, j'étais trop lasse. Quand je me réveillai, le soleil était dans la chambre. Je regardai l'heure, il était trop tard pour aller Porte de Choisy. Tant pis, la matinée serait perdue. Plusieurs fois, je passai et repassai dans le rais de soleil. Je ressentais un bonheur physique intense. Il me sem-

blait qu'une ère nouvelle s'ouvrait et que nous avions fait la veille une manière de révolution. Je sortis, j'achetai plusieurs journaux et du pain frais pour déjeuner. Je découpai les photos de l'Humanité et les rangeai pour Lucien. Le café fumait dans le rais de soleil venu maintenant jusqu'à la table. Le pain frais s'émiettait en craquant, et cette minute de flânerie prolongeait la jouissance de la veille qui m'imprégnait encore.

En parcourant les journaux, j'appris la mort de Lucien. Je me levai, je courus vers la glace où je me regardai tenant mon visage entre les mains. Je revins vers la table, je cherchai la clé, je descendis téléphoner. J'appelai Anna. Elle n'était pas là. Puis Henri ; « il est sorti », répondit sa logeuse. Je remontai, j'ouvris la porte, je poussai le verrou, je regardai le bol et les miettes de pain. Le journal était là, visqueux comme un serpent, et je n'osais le toucher. Je me mis à genoux, je dis : « Lucien, Lucien, Lucien ». Prise de nausées, je courus au lavabo, pour y cracher seulement ; j'ouvris les volets, je fixai le journal et ne le repris qu'après un long temps. C'était en dernière page, avec les faits divers, sous le titre : « Tragique accident à la sortie de Mantes. » Il me fallut attendre encore. Mes yeux se refusaient à lire les petites lignes, celles qui rapportaient :

« Mercredi matin, vers quatre heures, un jeune homme en vélosolax a trouvé la mort à la sortie de Mantes. Le conducteur du camion de la Société Laitière qui l'a renversé a été entendu par la gendarmerie. La victime, Lucien Letellier, âgé de 22 ans, était en traitement au sanatorium d'Aincourt. Le solax sur lequel il circulait avait été dérobé à l'un des employés de l'établissement.

Selon les dires de l'automobiliste qui le suivait, le jeune homme roulait à vive allure et sans lumière. Aux appels de la voiture, il redoubla de vitesse. Maintenant mal la ligne droite, il s'écrasa contre le camion venu en sens inverse. La mort fut instantanée. On ignore pourquoi le jeune malade s'enfuyait en pleine nuit et quelle était sa destination. »

Je ne souffrais pas encore. Je trouvai le moyen de sortir, d'aller jusqu'à la poste d'où je rédigeai un pneu pour Arezki. « Viens vite, c'est urgent, Élise. » Ni Henri ni Anna ne se trouvaient à leur domicile. J'appelai Aincourt. On m'apprit que Lucien se trouvait à Mantes.

Je revins vers l'hôtel et choisis le côté soleil comme si cela pouvait encore me donner du plaisir. Alors s'ouvrit la plaie, et ce qui s'écoulait me vidait de toute substance, ne laissant en moi que la douleur. Je montai l'escalier en haletant, et, dans la chambre, je m'écrasai contre les draps pour étouffer mes cris. Le temps passa. Arezki ne paraissait pas. Je ne joignis Henri que le soir. Il savait. Anna savait aussi. Elle était chez lui, elle avait, me dit-il, un chagrin de folle, tragique et obscène.

— C'est épouvantable, Élise. Je ne le crois pas encore. Lucien ! Il venait à Paris, n'est-ce pas ? C'était fou. Pour une manifestation inutile. Vous avez lu les journaux du soir ? Bien sûr, comptez sur moi. Nous irons là-bas ensemble demain. Soyez forte, vous l'avez toujours été. A demain matin, ne bougez pas, attendez-moi.

Arezki m'oubliait-il, ne pouvait-il venir ?

à suivre

Liban: la résistance du Sud



«Les seuls défenseurs des paysans...»

Photo Roger Pic

Entretien avec Roger PIC -1-

● Pour la première fois depuis bien longtemps, la télévision française diffusait jeudi dernier, dans le cadre de l'émission *L'événement*, un reportage fort intéressant sur la situation des Palestiniens au Liban.

Au cours de l'émission, répondant à plusieurs questions, le président de l'OLP, Yasser Arafat, déclarait notamment : « Nous n'irons à Genève que si le drapeau palestinien y flotte ; si l'OLP n'est pas invitée comme représentant du peuple palestinien, il n'y aura pas de conférence de Genève ».

Evoquant la campagne pour les droits de l'homme de Carter, Yasser Arafat a demandé : « Où sont les droits du peuple palestinien ? ». Puis, il a critiqué la position de la France, en lui demandant de prendre des initiatives concrètes en faveur du peuple palestinien, contre l'oppression sioniste.

— QdP : Dans quelles conditions as-tu effectué ce reportage ?

— C'est une production de TF 1 pour laquelle j'ai été engagé comme réalisateur : il y a quatre ans, j'avais déjà réalisé pour la télévision deux entretiens avec Yasser Arafat, il y a deux ans et demi, j'ai fait un film avec les Palestiniens et on connaissait mes relations avec l'OLP. Nous avons démarré le reportage le 9 octobre et nous avons mené une enquête pendant trois semaines. Nous ne voulions pas montrer ce qui a toujours été montré jusqu'à présent : le côté un peu spectaculaire des fedayins à l'entraînement, nous voulions montrer comment les choses se passent quotidiennement pour la population et les combattants palestiniens. Alors, pour cela la Résistance nous a ouvert les portes des camps de réfugiés ; en accord avec l'OLP, nous avons pu circuler parfaitement librement dans les camps, dans tout le Sud-Liban et filmer et enregistrer tout ce que nous souhaitons sur la condition des Palestiniens. Nous avons beaucoup travaillé

avec les services sociaux et le Croissant-Rouge Palestinien : il est intéressant de constater à quel point dans une situation aussi particulière et complexe que celle des réfugiés palestiniens au Liban, toutes les structures sociales, tout ce qui se rapporte à la scolarisation, aux services sociaux, aux soins médicaux, sont pris en charge par l'Organisation de Libération de la Palestine. Et tout cela fonctionne remarquablement, non seulement pour la population palestinienne, mais aussi pour la population libanaise puisque par exemple les campagnes de vaccination, la chirurgie, la médecine, organisées par la Résistance, sont fait sans précédent au Liban, absolument gratuites et accessibles à la population libanaise, sans distinction.

— QdP : Quelle situation as-tu observé dans le Sud que tu as visité ?

— D'abord, il faut comprendre, disons en schématisant, que le Liban est quasiment coupé en deux. Toute une partie, au nord

de Beyrouth, est entre les mains des Phalangistes : la population musulmane s'abstient de retourner dans cette zone car pour elle l'insécurité y est absolument totale. C'est dans cette zone que les Phalangistes ont construit un nouvel aéroport, conformément à leur perspective de réaliser, au cas où la guerre civile se rallumerait, une partition nette et franche du Liban, une division en deux parties. Selon ce projet de la droite, il y aurait une partie du Liban, sorte d'« État chrétien » qui assurerait ses relations internationales par le nouvel aéroport, tandis que l'autre partie qui serait le Liban musulman, le Liban progressiste, disposerait de l'actuel aéroport de Beyrouth. Le nouvel aéroport, situé à soixante kilomètres au nord de Beyrouth, serait déjà en état de fonctionner.

Yasser Arafat a également parlé des réalisations de la Révolution Palestinienne indiquant par exemple, que malgré la dispersion, la Résistance avait permis, par ses efforts, que le taux de scolarisation parmi les Palestiniens soit le plus élevé de tous ceux existant parmi les peuples arabes. « Cela, personne ne nous l'a donné. Nous avons du creuser dans du roc ».

Ce sont quelques-unes de ces réalisations remarquables, dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban, qui nous étaient présentées. Roger Pic, cinéaste des guerres de libération, notamment de celle du Vietnam, était un des réalisateurs de ce documentaire télévisé. Nous lui avons demandé d'évoquer pour le *Quotidien du Peuple*, la situation actuelle au Sud-Liban.

de Beyrouth, est entre les mains des Phalangistes : la population musulmane s'abstient de retourner dans cette zone car pour elle l'insécurité y est absolument totale. C'est dans cette zone que les Phalangistes ont construit un nouvel aéroport, conformément à leur perspective de réaliser, au cas où la guerre civile se rallumerait, une partition nette et franche du Liban, une division en deux parties. Selon ce projet de la droite, il y aurait une partie du Liban, sorte d'« État chrétien » qui assurerait ses relations internationales par le nouvel aéroport, tandis que l'autre partie qui serait le Liban musulman, le Liban progressiste, disposerait de l'actuel aéroport de Beyrouth. Le nouvel aéroport, situé à soixante kilomètres au nord de Beyrouth, serait déjà en état de fonctionner.

Pour une moitié de Beyrouth et le sud du Liban, ce sont en principe les forces progressistes qui en assurent le contrôle et c'est à l'intérieur de ce secteur que se trouvent actuellement la plupart des camps de réfugiés palestiniens. On se trouve ici dans une zone de la frontière

israélienne, il n'y a plus aucune police, plus aucun militaire régulier libanais, c'est comme nous avons pu le constater, une zone dont tout le monde s'est retiré, y compris les Syriens, et ce sont les fedayins qui sont là, en tampon, face aux Israéliens.

Actuellement, quand on se déplace à travers le Liban, sur les routes, ou à Beyrouth, on est arrêté très souvent par des postes de contrôle, les postes de contrôle de l'organisation arabe chargée de faire respecter le cessez-le-feu : beaucoup de Syriens, mais aussi de soldats yéménites. Mais ce quadrillage, ces postes de contrôle, renforcés en certains endroits par des postes de contrôle militaires libanais, et la police libanaise, tout cela disparaît au fur et à mesure que l'on descend vers le sud. Puis tout d'un coup, il n'y a plus rien, il n'y a plus que les fedayins. Comme les forces phalangistes ont pénétré dans le sud vraisemblablement via Israël, pour reprendre des villages, on est en présence d'un espèce de découpage en dents de scie, avec les montagnes du sud-Liban, de nombreuses positions

face à face. La coalition des fedayins palestiniens et des progressistes libanais, qui occupe un certain nombre de ces positions, est le seul défenseur des paysans, de la population libanaise de cette région, face aux opérations israéliennes.

— QdP : Qu'en est-il de l'application des accords de Choura ?

— Les accords prévoyaient de faire se replier les forces révolutionnaires palestiniennes très en arrière de la frontière, et de mettre une armée libanaise sur cette frontière. Mais quelle armée libanaise, et existe-t-elle vraiment ? Cette armée qui doit être composée d'éléments divers sur le plan religieux, présentera aussi des courants et des tendances complètement opposés sur le plan politique. L'armée libanaise qui a fait dans le passé la preuve de son inefficacité, se reconstitue après avoir été totalement balayée par les événements, sera-t-elle capable de tenir une frontière en face d'Israël ?

Dans l'état actuel des choses, il semble que non, et la substitution aux fedayins, signifierait ouvrir les portes à Israël, pour l'aider de fait à appliquer sa grande revendication, c'est-à-dire faire reculer la frontière avec le Liban jusqu'au fleuve Litani, au nom de la « sécurité » du « grand Israël ». Ceci représenterait une nouvelle extension territoriale considérable et permettrait à Israël de s'emparer notamment de tout le système d'irrigation qu'elle convoite.

(A suivre)